

ACCORD DE PRET

PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES
DANS L'ILE DE SANTO ANTAO
(PHASE I)

ENTRE

LA REPUBLIQUE DU CABO VERDE

ET

LA BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE

EN DATE DU 20 AVRIL 2018



ACCORD DE PRET

Accord en date du ... avril 2018, entre la République du Cabo Verde (ci-après dénommé "l'Emprunteur") et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (ci-après dénommée la "BADEA").

ATTENDU QUE A) L'Emprunteur a demandé à la BADEA de contribuer au financement du Projet décrit dans l'Annexe "II" au présent Accord ;

ATTENDU QUE B) L'Emprunteur participe au financement du Projet et affectera à cette fin un montant de deux millions de dollars environ (\$ 2 000 000);

ATTENDU QUE C) L'objectif de la BADEA est de promouvoir le développement économique des pays d'Afrique dans un esprit de solidarité et d'intérêt mutuel et de renforcer ainsi les liens qui unissent les Etats Africains et la Nation Arabe;

ATTENDU QUE D) La BADEA est convaincue de l'importance et de l'utilité dudit Projet pour le développement de l'économie de l'Emprunteur;

ATTENDU QUE E) La BADEA a accepté, compte tenu de ce qui précède, d'accorder à l'Emprunteur un prêt aux conditions stipulées dans le présent Accord;

PAR CES MOTIFS, les Parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit:



ARTICLE PREMIER
CONDITIONS GENERALES- DEFINITIONS

Section 1.01 Les Parties au présent Accord acceptent toutes les dispositions des Conditions Générales des Accords de Prêt et de Garantie de la BADEA, ci-jointes, en date du 28 octobre 1979, telles qu'amendées à la date du présent Accord, (ci-après dénommées les Conditions Générales), en leur reconnaissant la même force et les mêmes effets que si elles étaient incorporées au présent Accord.

Section 1.02 A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions définis dans les Conditions Générales et dans le Préambule au présent Accord ont, chaque fois qu'ils sont employés dans le présent Accord, les significations figurant dans les Conditions Générales et dans ledit Préambule. En outre, les termes ci-après ont les significations suivantes:

- (a) "MAA" désigne le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement de l'Emprunteur;
- (b) "MIOTH" désigne le Ministère des Infrastructures, de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat de l'Emprunteur;
- (c) "ANAS" désigne l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement relevant du MAA qui sera désignée en tant que maître d'ouvrage responsable de la gestion globale du Projet;
- (d) "DGI" désigne la Direction Générale des Infrastructures relevant du MIOTH qui sera désignée en tant que maître d'ouvrage délégué responsable du suivi et de la mise en œuvre technique et financière du Projet;
- (e) "SAAS" désigne les Services Autonomes de l'Eau et de l'Assainissement relevant des municipalités de "Porto Novo", de "Ribera Grande" et de "Paul" qui seront désignés en tant que responsables de l'exploitation et l'entretien des installations, équipements et matériels du Projet après son achèvement;
- (f) "UEP" désigne l'Unité d'Exécution du Projet qui sera créée au sein de la "DGI".



ARTICLE II
LE PRET

Section 2.01 La BADEA accepte de prêter à l'Emprunteur, aux conditions stipulées ou visées dans le présent Accord, un montant de dix millions de dollars (\$ 10 000 000).

Section 2.02 Le montant du Prêt peut être retiré du Compte de Prêt au titre des dépenses effectuées ou, si la BADEA y consent, des dépenses à effectuer, pour régler le coût des biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et qui doivent être financés au moyen du Prêt, tels qu'ils sont décrits dans l'Annexe "A" au présent Accord, y compris les modifications qui pourraient être apportées à ladite Annexe d'un commun accord entre l'Emprunteur et la BADEA.

Section 2.03 A moins que la BADEA n'en convienne autrement, les biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et financés au moyen du Prêt sont acquis conformément aux dispositions de l'Annexe "B" au présent Accord.

Section 2.04 La date de clôture est fixée au 31 décembre 2022 ou à toute autre date postérieure fixée par la BADEA et notifiée à l'Emprunteur dans les meilleurs délais.

Section 2.05 L'Emprunteur verse des intérêts au taux de deux pour cent (2%) l'an sur le montant du Prêt retiré et non encore remboursé.

Section 2.06 Les intérêts et les commissions éventuelles sont payables semestriellement. Les dates de paiement sont fixées en fonction du premier jour du mois qui suit la date du premier décaissement du compte du Prêt.

Section 2.07 L'Emprunteur rembourse le principal du Prêt en quarante (40) versements semestriels, conformément au tableau d'amortissement figurant à l'Annexe "I" du présent Accord après expiration d'une période de grâce de cinq (5) ans qui court à partir du premier jour du mois suivant la date du premier décaissement du compte du Prêt.



ARTICLE III
EXECUTION DU PROJET

Section 3.01 Pour assurer la bonne exécution du Projet, l'Emprunteur s'engage à ce que l'ANAS assume, en tant que maître d'ouvrage la responsabilité générale du Projet. La DGI quant à elle en assura le suivi et l'exécution technique et financière en tant que maître d'ouvrage délégué. Un protocole de coopération institutionnelle dont les dispositions seront acceptables pour les bailleurs de fonds, sera à cet effet signé entre le MIOTH et MAA.

Section 3.02 a) L'Emprunteur exécute le Projet, par l'intermédiaire de l'ANAS et la DGI, avec la diligence et l'efficacité requises et selon les méthodes administratives, financières et techniques appropriées ; il fournit, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires à l'exécution du Projet.

b) L'Emprunteur s'engage à mettre à la disposition de l'ANAS et la DGI les Fonds provenant du Prêt et veille à ce qu'ils exécutent toutes les obligations et remplissent toutes les conditions que l'Emprunteur s'engage par le présent Accord à faire exécuter ou remplir par l'ANAS et la DGI.

Section 3.03 Pour le suivi et l'exécution du Projet, l'Emprunteur s'engage à mettre en place au sein de la DGI, une UEP composée d'un coordonnateur du Projet représentant la DGI (ingénieur hydraulicien ou équivalent ayant les qualifications et l'expérience confirmées dans la gestion des projets similaires), il sera assisté par une équipe composée d'un ingénieur représentant l'ANAS possédant une expérience dans des projets similaires, d'un cadre administratif/financier, d'une secrétaire et d'un chauffeur. Les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi du Coordonnateur et ses assistants doivent être jugés satisfaisants par la BADEA.

Section 3.04 Pour l'exécution et la surveillance du Projet, l'Emprunteur s'assure, ou veille à ce que l'ANAS s'assure les services d'experts et de consultants dont les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi sont jugés satisfaisants par la BADEA.

Section 3.05 L'Emprunteur soumet à la BADEA, pour approbation, le projet de programme d'exécution du Projet ainsi que toutes les modifications importantes qui pourraient y être ultérieurement apportées avec tous les détails que la BADEA peut demander.



Section 3.06 a) Outre les fonds du Prêt, l'Emprunteur fournit, au fur et à mesure des besoins, tous les autres fonds nécessaires à l'exécution du Projet (y compris les fonds qui pourraient être nécessaires pour couvrir tout dépassement de coût par rapport au coût estimatif du Projet à la date de signature du présent Accord); tous ces fonds doivent être fournis à des conditions jugées satisfaisantes par la BADEA.

b) L'Emprunteur s'engage à inscrire régulièrement dans son budget annuel les fonds prévus par l'Attendu (B) du présent Accord, requis pour financer la part des coûts du Projet qui lui incombe.

Section 3.07 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS assure, ou fasse assurer, ou à prendre toutes dispositions nécessaires pour faire assurer, tous les biens importés qui doivent être financés au moyen des fonds du Prêt auprès d'assureurs dignes de confiance. Ladite assurance couvre tous les risques que comportent l'acquisition, le transport et la livraison desdits biens jusqu'à leur lieu d'utilisation ou d'installation et pour tous montants conformes à l'usage commercial; toute indemnité due au titre de ladite assurance est payable en une monnaie librement utilisable par l'Emprunteur pour remplacer ou faire réparer lesdits biens.

Section 3.08 L'Emprunteur (i) veille à ce que l'ANAS tienne les écritures nécessaires pour identifier les biens financés au moyen des fonds du Prêt et en justifier l'emploi dans le cadre du Projet, pour suivre l'avancement du Projet et son coût d'exécution et pour enregistrer de façon régulière, conformément aux principes comptables généralement admis, les opérations, les ressources et les dépenses, en ce qui concerne le Projet, ainsi que celles relatives aux services et organismes de l'Emprunteur chargés de l'exécution de tout ou partie du Projet; (ii) donne, et veille à ce que l'ANAS donne, aux représentants accrédités de la BADEA, toute possibilité raisonnable d'effectuer des visites pour des fins se rapportant au Prêt et d'inspecter le Projet, les biens et tous documents et écritures y afférents; et (iii) fournit, et veille à ce que l'ANAS fournisse, à la BADEA tous renseignements que la BADEA peut raisonnablement demander en ce qui concerne le Projet et son coût d'exécution, les dépenses effectuées au moyen des fonds du Prêt et les biens financés au moyen desdits fonds ainsi que les opérations et la situation financière de l'ANAS.



Section 3.09 L'Emprunteur prend, ou veille à ce que soit prise, toute mesure nécessaire en vue d'exécuter le Projet et ne prend ni n'autorise que soit prise aucune mesure de nature à empêcher ou à compromettre l'exécution du Projet ou l'exécution de l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

Section 3.10 L'Emprunteur fournit, ou veille à ce que l'ANAS fournisse, à la BADEA (i) des rapports trimestriels, dans un délai de trente (30) jours à compter de la fin de chaque trimestre de l'année civile, sur l'exécution du Projet, dont le contenu et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA; et (ii) dans les six mois suivant l'achèvement du Projet, un rapport détaillé sur l'exécution et les premières activités d'exploitation du Projet, son coût, les avantages qui en découlent et en découleront et la réalisation des objectifs du Prêt.



ARTICLE IV
DISPOSITIONS PARTICULIERES

Section 4.01 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS prenne toutes les dispositions nécessaires pour une exploitation et un entretien de ses installations, équipements, matériels et autres biens nécessaires ou utiles à l'exploitation du Projet ou à ses opérations conformément aux méthodes techniques, financières et administratives appropriées et de façon à optimiser l'efficacité de l'ensemble des opérations de l'ANAS.

Section 4.02 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS, gère ses affaires, maintienne sa situation financière et conduise ses opérations conformément à des méthodes administratives, financières et techniques appropriées sous la conduite d'une direction compétente et d'un personnel qualifié et expérimenté.

Section 4.03 L'Emprunteur veille à ce que les SAAS prennent toutes les dispositions nécessaires pour une exploitation et un entretien des installations, équipements, matériels et autres biens nécessaires ou utiles à l'exploitation du projet ou à leurs opérations conformément aux méthodes techniques, financières et administratives appropriées et à affecter, à cette fin, des montants suffisants dans leurs budget annuel d'entretien.

Section 4.04 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS prenne et maintienne auprès d'assureurs dignes de confiance, une assurance contre tous risques liés au Projet pour tous montants conformes à l'usage commercial.

Section 4.05 L'Emprunteur informe la BADEA de toute mesure envisagée qui aurait pour effet de modifier la nature ou la gestion de l'ANAS et donne à la BADEA toute possibilité raisonnable, avant que ne soit prise ladite mesure, de procéder à des échanges de vues avec l'Emprunteur à ce sujet.

Section 4.06 Sans préjudice des obligations qui lui incombent au titre du présent Accord, l'Emprunteur prend, ou fait prendre, toutes les mesures, y compris la fourniture de fonds, d'installations, de services et autres ressources, nécessaires ou appropriées pour permettre à l'ANAS de remplir les obligations que l'Emprunteur s'engage, par le présent Accord, à



faire exécuter ou remplir par l'ANAS et ne prend ni n'autorise aucune mesure de nature à empêcher ou à compromettre l'exécution desdites obligations.

Section 4.07 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS: (i) tienne ou faire tenir des comptabilités séparées pour le Projet; (ii) fasse vérifier chaque année, par des réviseurs comptables indépendants, de compétence reconnue, conformément aux principes de révision comptable généralement admis, ses comptes et états financiers (bilans, comptes d'exploitation et de profits et pertes et états y afférents); (iii) fournisse à la BADEA, dans les meilleurs délais et, dans tous les cas, six mois au plus tard après la fin de l'année fiscale (A) des copies certifiées conformes de ses comptes et états financiers vérifiés et (B) un rapport desdits réviseurs comptables dont le contenu et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA, et (iv) fournisse à la BADEA tous autres renseignements concernant la comptabilité et les états financiers de l'ANAS et leur vérification que la BADEA peut raisonnablement demander.

Section 4.08 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS et la DGI élaborent un programme de formation pour leurs personnels privilégiant les thèmes de gestion et suivi des projets d'adduction en eau potable et d'assainissement.

Section 4.09 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS prenne toutes les mesures nécessaires pour acquérir, en tant que de besoin et dans un délai convenable selon le planning de l'exécution du Projet, tous terrains et droits fonciers nécessaires à l'exécution des composantes du Projet.

Section 4.10 L'Emprunteur veille à ce que l'ANAS prenne toutes les mesures nécessaires et appropriées pour lutter contre les effets néfastes éventuels sur l'environnement, dans la zone du projet pendant l'exécution et l'exploitation du Projet et veillera à ce que le contrat de l'entreprise chargée des travaux comporte les engagements nécessaires à cet effet.



ARTICLE V
SUSPENSION ET EXIGIBILITE ANTICIPEE

Section 5.01 Aux fins d'application de la Section (8.02) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du Paragraphe (1-g) de ladite Section :

- A) L'Emprunteur, ou toute autre autorité compétente, a pris une mesure quelconque en vue de dissoudre ou de liquider l'ANAS ou de mettre un terme à son activité ou de suspendre ses opérations, à moins que l'Emprunteur n'ait pris toutes les dispositions nécessaires, jugées satisfaisantes et acceptables par la BADEA, pour assurer l'exécution de toutes les obligations prévues par le présent Accord.
- B) Les statuts ou toute disposition qu'ils contiennent ou la nature ou la gestion de l'ANAS ont fait l'objet d'une modification importante de nature à compromettre, de l'avis de la BADEA, les droits de la BADEA résultant du présent Accord ou la capacité de l'ANAS d'exécuter le Projet ou d'exploiter ses installations ;
- C) i) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (ii) de la présente Section :
- a) Le droit de l'Emprunteur ou de l'ANAS de retirer les fonds provenant de tout autre prêt ou don accordé à l'Emprunteur ou à l'ANAS pour le financement du Projet a été suspendu ou annulé, en tout ou en partie, ou il y a été mis fin, en tout ou en partie, conformément aux dispositions de l'accord octroyant ledit prêt ou don; ou
- b) Ce prêt est dû et exigible avant l'échéance stipulée dans l'accord afférent audit prêt;



ii) L'alinéa C) (i) de la présente Section n'est pas applicable si l'Emprunteur établit, à la satisfaction de la BADEA, a) que ladite suspension, annulation, terminaison ou exigibilité anticipée n'est pas due à un manquement aux obligations incombant à l'Emprunteur ou à l'ANAS en vertu dudit accord, et b) que l'Emprunteur ou l'ANAS peut obtenir, auprès d'autres sources, des fonds suffisants pour la réalisation du Projet à des conditions permettant à l'Emprunteur ou à l'ANAS d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

Section 5.02 Aux fins d'application de la Section (9.01) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés, conformément aux dispositions du paragraphe (g) de ladite Section, à savoir:

- A) l'un quelconque des faits spécifiés aux paragraphes (A) et (B) de la Section 5.01 du présent Accord survient et persiste pendant soixante jours après notification donnée par la BADEA à l'Emprunteur;
- B) l'un quelconque des faits spécifiés aux alinéas (b) et (c-i-b) de la Section (5.01) du présent Accord est survenu, sous réserve des dispositions de l'alinéa (C) ii) de ladite Section.



ARTICLE VI
DATE D'ENTREE EN VIGUEUR-TERMINAISON

Section 6.01 Au sens de la Section (12.01) (b) des Conditions Générales, l'entrée en vigueur de l'Accord de Prêt est également subordonnée aux conditions suivantes :

- La signature du protocole de coopération institutionnelle conformément à la clause 3.01 du présent Accord ;
- L'UEP a été créée conformément à la clause 3.02 du présent Accord.

Section 6.02 L'Accord de Prêt entre en vigueur à la date à laquelle la BADEA envoie, par fax ou par E-mail, à l'Emprunteur notification de son acceptation des preuves fournies conformément à la section (12.01) des Conditions Générales.

Section 6.03 La date du 31 octobre 2018 est spécifiée aux fins d'application de la Section (12.04) des Conditions Générales.



ARTICLE VII**REPRESENTATION DE L'EMPRUNTEUR-ADRESSES**

Section 7.01 Le Ministre des Finances est le Représentant de l'Emprunteur aux fins d'application de la Section (11.03) des Conditions Générales.

Section 7.02 Les adresses ci-dessous sont spécifiées aux fins d'application de la Section (11.01) des Conditions Générales:

Pour l'Emprunteur

Ministère des Finances

Avenue Amilcar Cabral, CP 30 - Praia

République du Cabo Verde

Télé: (+238) 2607500 - 2607513- 2607630-9914592-2607431

Fax: (+238) 2613897 - 2615844 -267532

E-mail: carla.cruz@mf.gov.cv - lara.melo@mf.gov.cv

Pour la BADEA:

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

B. P. 2640-Khartoum (11111)

République du Soudan

Tél.: (249-183) 773646 ou 773709

Fax: (249 -183) 770600 ou 770498

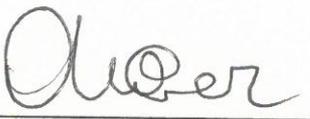
E-mail: badea@badea.org



En FOI DE QUOI, les Parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leur Représentant dûment autorisé à cet effet, ont fait signer le présent Accord en leur nom respectif à Washington, les jour, mois et an que dessus. Le présent Accord est établi en double exemplaire arabe et français, le texte français étant conforme au texte arabe qui seul fait foi.



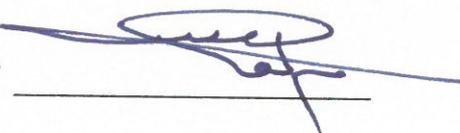
République du Cabo Verde

Par 

S.E.M. Olavo Correia
Vice Premier Ministre et Ministre
des Finances

Banque Arabe pour le
Développement Economique en
Afrique



Par 

Ing. Yousef Ibrahim Al Bassam
Président du Conseil
d'Administration

ANNEXE "I "
TABLEAU D'AMORTISSEMENT
PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT
DES EAUX USEES DANS L'ILE DE SANTO ANTAO (PHASE I)
REPUBLIQUE DU CABO VERDE-

Versements	<u>Remboursement du principal</u> (Exprimé en dollars \$)
1.	205,000.00
2.	207,000.00
3.	209,000.00
4.	211,000.00
5.	213,000.00
6.	215,000.00
7.	217,000.00
8.	219,000.00
9.	222,000.00
10.	224,000.00
11.	226,000.00
12.	228,000.00
13.	231,000.00
14.	233,000.00
15.	235,000.00
16.	238,000.00
17.	240,000.00
18.	242,000.00
19.	245,000.00
20.	247,000.00
21.	250,000.00
22.	252,000.00
23.	255,000.00
24.	257,000.00
25.	260,000.00
26.	262,000.00
27.	265,000.00
28.	268,000.00
29.	270,000.00
30.	273,000.00
31.	276,000.00
32.	279,000.00
33.	281,000.00
34.	284,000.00
35.	287,000.00
36.	290,000.00
37.	293,000.00
38.	296,000.00
39.	299,000.00
40.	296,000.00



ANNEXE "II"
DESCRIPTION DU PROJET

A. Les objectifs du projet:

Le projet vise à améliorer les conditions de vie de la population de l'île de Santo Antao et la réduction de la pauvreté à travers l'amélioration du service d'approvisionnement d'eau potable par la réduction des pertes dans le système de distribution et l'amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée, ainsi que l'extension du système d'assainissement dans la ville de Porto Novo et la préservation de l'environnement.

B. Description et composantes du projet :

Le projet est situé dans l'île de Santo Antao, deuxième plus grande île après Santiago, avec une superficie de 779 kilomètres carrés (19,3% de la superficie totale de l'archipel). L'île est subdivisée en trois municipalités, dont les capitales municipales sont les villes de Porto Novo, de Ribeira Grande et de Paul. Ces municipalités couvrent respectivement environ 74%, 21% et 5% de la superficie de l'île qui compte actuellement environ 40 000 habitants.

Le projet comprend les composantes suivantes :

- 1) Travaux de génie civil pour les infrastructures d'alimentation en eau potable et d'assainissement
 - a. Infrastructures d'alimentation en eau potable
 - i. Municipalité de Porto Novo
 1. Réhabilitation du réseau de transport et de distribution d'eau potable de la ville comprenant la fourniture et l'installation d'environ 25 km de conduites en PEHD de 63 à 110 mm de diamètre, la construction d'un réservoir de stockage de 300 m³, la réhabilitation d'environ 3500 branchements domiciliaires et de 5 réservoirs ;
 2. Fourniture et installation de 21 systèmes d'amélioration de la qualité des eaux dans les zones rurales.



ii. Municipalité de Ribeira Grande

1. Réhabilitation de 3 réservoirs, la fourniture et l'installation d'environ 3000 branchements domiciliaires dans la ville de Ribeira Grande ;
2. Fourniture et l'installation de 9 systèmes d'amélioration de la qualité des eaux puits.

iii. Municipalité de Paul

1. La fourniture et l'installation d'environ 2000 branchements domiciliaires dans la ville de Paul.

b. Infrastructures d'assainissement de la ville de Porto Novo

1. Extension du réseau d'assainissement des eaux usées sur longueur d'environ 12 km de conduites en PVC ($\varnothing 200$ mm),
2. Réalisation d'environ 305 branchements domiciliaires,
3. Construction de deux stations de pompage de relevage de capacités 15 L/s et 45 L/s.
4. Fourniture et pose de la conduite de refoulement des eaux usées des stations de relevage à la station de traitement sur une longueur d'environ 8 km en PVC et de diamètres compris entre 110 mm et 315 mm,
5. Construction et raccordement au réseau électrique de la station de traitement des eaux usées par lagunage de capacité (400 m³/j).
6. Construction d'environ 200 fosses septiques dans les zones rurales

- 2) Prestations du bureau d'Ingénieurs Conseils : comprenant la réalisation des études d'avant-projet détaillé, des études socio-environnementales, l'établissement des dossiers d'appel d'offres, l'assistance à l'évaluation des offres, la supervision et le contrôle des travaux et l'élaboration du rapport d'achèvement du projet.



- 3) Appui aux Services Autonomes de l'Eau et d'Assainissement (SAAS) comprenant :
1. Réhabilitation du siège du SAAS dans la ville de "Paul",
 2. Mise à jour de la base de données des clients dans les trois municipalités comprenant la préparation des registres, les enquêtes sur le terrain et l'acquisition de logiciels et de moyens informatiques ,
 3. Acquisition de 2 camions hydrocureurs et fourniture d'un stock d'équipements et d'outils pour l'entretien et l'exploitation des installations d'eau potable et d'assainissement.
- 4) Appui à l'UEP : comprenant les salaires du personnel, les frais de fonctionnement, l'acquisition d'un véhicule de type Pick-up double cabine et du matériel informatique (4 ordinateurs avec leurs accessoires, d'une photocopieuse de bureau et d'un scanner).
- 5) Audit annuel des comptes du projet.
- 6) Atelier de démarrage du projet et d'évaluation à mi-parcours.

L'achèvement de l'exécution du projet est prévu en mars 2022.



ANNEXE "A"
BIENS ET SERVICES FINANCES ET AFFECTATION
DU PRÊT DE LA BADEA

(A) Le tableau ci-dessous indique les catégories de biens et services financés par le Prêt, le montant du Prêt affecté à chaque catégorie et le pourcentage de dépenses financé.

Catégorie	Montant affecté (exprimé en Dollars US)	% de dépenses financé du coût total de la composante
1. Travaux de génie civil des infrastructures d'eau potable et d'assainissement	7 690 000	87.4%
2. Services du bureau d'Ingénieurs Conseils	800 000	100%
3. Appui aux Services Autonomes de l'Eau et d'Assainissement (acquisition de 2 camions hydrocureurs et fourniture d'un stock d'équipements et d'outils d'entretien)	300 000	100%
4. Appui à l'UEP (matériel informatique et un véhicule de type Pickup double cabine)	70 000	100%
5. Audit annuel des comptes du projet	60 000	100%
6. Atelier de démarrage du projet et d'évaluation à mi-parcours	30 000	100%
7. Non affecté	1 050 000	
Total	10 000 000	

(B) A moins que la BADEA n'en convienne autrement, le pourcentage de la contribution de la BADEA au financement de chacune des catégories ci-dessus mentionnées ne doit pas dépasser celui indiqué en face de ladite catégorie.



- (C) La BADEA peut, par voie de notification à l'Emprunteur : (i) réaffecter tout montant relevant de la catégorie (7) (non affecté) à l'une quelconque des catégories (1) à (6), dans la mesure où ledit montant est nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de ladite catégorie; et (ii) réaffecter tout montant relevant de l'une quelconque des catégories (1) à (6), à une autre des catégories (1) à (6) dans la mesure où ledit montant n'est plus nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de la première catégorie mais est nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de l'autre catégorie.



ANNEXE "B"
ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES

- (A) À moins que la BADEA n'en convienne autrement, les biens et services financés au moyen du Prêt seront acquis comme suit :
- Les travaux de génie civil des infrastructures par voie d'appel d'offres international ouvert, et ce, conformément aux procédures de la BADEA.
 - Les services du bureau d'ingénieurs conseils par voie d'une consultation restreinte de bureaux d'études arabes, africains ou arabo-africains.
 - L'acquisition de 2 camions hydrocureurs et fourniture d'un stock d'équipements et d'outils d'entretien pour l'appui des Services Autonomes de l'Eau et d'Assainissement par voie d'appel d'offres international ouvert.
 - Le moyen de transport, le matériel informatique et bureautique par voie de consultation de concessionnaires et fournisseurs locaux agréés.
 - Les Prestations d'audits annuels par voie d'une consultation restreinte de cabinets locaux agréés .
 - L'organisation des ateliers de démarrage du projet et d'évaluation mi-parcours par des agences spécialisées conformément aux procédures de la BADEA .
- (B) L'Emprunteur soumet à l'approbation préalable de la BADEA tous les contrats et ordres proposés pour l'acquisition des biens et services devant être financés au moyen du Prêt.
- (C) L'Emprunteur enverra à la BADEA des copies des documents des adjudications locales et internationales et il apportera auxdits documents les modifications que la BADEA pourra raisonnablement demander. Dans les cas où les soumissionnaires seront pré-qualifiés, l'Emprunteur transmettra la liste de ces soumissionnaires pour examen et approbation par la BADEA. A la suite de la réception et de l'analyse des offres, l'Emprunteur présentera à la BADEA un rapport détaillé sur l'évaluation et la comparaison des offres reçues, accompagné des recommandations concernant l'attribution des marchés pour l'approbation desdites recommandations.



BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
EN AFRIQUE

Traduction non officielle
du texte arabe original
qui seul fait foi

LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE



28 Octobre 1979

BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
EN AFRIQUE

LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE

TABLE DES MATIERES

ARTICLES	TITRES	PAGE
ARTICLE PREMIER	APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES.....	1
Section 1.01.	Application aux Accords de Prêt et de Garantie	1
Section 1.02.	Incompatibilité avec les Accords de Prêt et de Garantie	1
ARTICLE II	DEFINITIONS	1
Section 2.01.	Définitions	1
Section 2.02.	Références	3
Section 2.03.	Titres des Articles et des Sections	3
ARTICLE III	COMPTE DE PRET-INTERETS ET AUTRES CHARGES- REMBOURSEMENT-LIEU DE PAIEMENT	3
Section 3.01.	Compte de Prêt	3
Section 3.02.	Intérêts	3
Section 3.03.	Commission d'engagement	3
Section 3.04.	Commission d'engagement supplémentaire	4
Section 3.05.	Calcul des intérêts et Commissions	4
Section 3.06.	Remboursement	4
Section 3.07.	Lieu de Paiement	4
ARTICLE IV	DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONNAIES	4
Section 4.01.	Monnaies dans lesquelles sont effectuées les opérations financières	4
Section 4.02.	Détermination de la valeur des monnaies	5
ARTICLE V	RETRAIT ET UTILISATION DES FONDS DU PRET	5
Section 5.01.	Retrait du Compte de Prêt	5
Section 5.02.	Engagements spéciaux de la BADEA	6
Section 5.03.	Demande de retrait ou d'engagement spécial	6



TABLE DES MATIERES (SUITE)

ARTICLE	TITRES	PAGE
Section 5.04.	Justifications	6
Section 5.05.	Caractère probant des demandes et des pièces fournies à l'appui	6
Section 5.06.	Affectation des Fonds du Prêt et Acquisition des biens	6
Section 5.07.	Affectation des biens	6
Section 5.08.	Versements par la BADEA.....	7
ARTICLE VI	RANG PRIORITAIRE DU PRET-IMPOTS ET RESTRICTIONS- IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA	7
Section 6.01.	Rang prioritaire du Prêt	7
Section 6.02.	Impôts	8
Section 6.03.	Restrictions	8
Section 6.04.	Immunités et Privilèges de la BADEA	8
ARTICLE VII	COOPERATION ET INFORMATION	8
Section 7.01.	Coopération et Information	8
ARTICLE VIII	ANNULATION - SUSPENSION	9
Section 8.01.	Annulation par l'Emprunteur	9
Section 8.02.	Suspension par la BADEA	9
Section 8.03.	Annulation par la BADEA	11
Section 8.04.	Effet de l'annulation ou de la suspension par la BADEA sur les montants faisant l'objet d'un engagement spécial	11
Section 8.05.	Effet de l'annulation sur les échéances de remboursement du Prêt	11
ARTICLE IX	EXIGIBILITE ANTICIPEE	11
Section 9.01.	Manquements	11
ARTICLE X	FORCE OBLIGATOIRE DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE- NON-EXERCICE D'UN DROIT D'ARBITRAGE	13



TABLE DES MATIERES (suite)

ARTICLES	TITRES	PAGE
Section 10.01.	Maintien en vigueur des dispositions de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie après suspension, annulation ou exigibilité anticipée	13
Section 10.02.	Force obligatoire	13
Section 10.03.	Non-exercice d'un droit	13
Section 10.04.	Arbitrage	13
ARTICLE XI	DISPOSITIONS DIVERSES	15
Section 11.01.	Notifications et Demandes	15
Section 11.02	Attestation de Pouvoirs	16
Section 11.03.	Représentation de l'Emprunteur ou du Garant	16
ARTICLE XII	DATE D'ENTREE EN VIGUEUR-TERMINAISON	17
Section 12.01.	Conditions préalables à l'Entrée en Vigueur de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie	17
Section 12.02.	Consultations Juridiques ou Certificats	17
Section 12.03.	Date d'Entrée en Vigueur	17
Section 12.04.	Terminaison de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie pour défaut d'Entrée en Vigueur	18
Section 12.05.	Terminaison de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie après paiement intégral	18



LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE

En date du 28 Octobre 1979

ARTICLE PREMIER

APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES

Section 1.01. APPLICATION AUX ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE. Les présentes Conditions Générales contiennent les dispositions applicables aux prêts consentis par la BADEA. Elles s'appliquent à tous les accords de prêt et de garantie conclus à l'occasion desdits prêts dans la mesure prévue par lesdits accords et sous réserves de modifications stipulées dans lesdits accords. Il est entendu toutefois que lorsque le prêt est consenti à un Etat, les dispositions des présentes Conditions Générales se référant à "l'Etat-Garant", au "Garant" et à "l'Accord de Garantie" ne sont pas applicables.

Section 1.02. INCOMPATIBILITE AVEC LES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE. En cas d'incompatibilité entre une disposition quelconque d'un accord de prêt ou d'un accord de garantie et une disposition des présentes Conditions Générales, la disposition de l'accord de prêt ou de l'accord de garantie, selon le cas, prévaut.

ARTICLE II

DEFINITIONS

Section 2.01. DEFINITIONS. A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions ci-après ont, chaque fois qu'ils sont employés dans les présentes Conditions Générales, les significations suivantes:

- 1) le terme "BADEA" désigne la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique;
- 2) l'expression "Accord de Prêt" désigne l'accord de prêt, tel qu'amendé, le cas échéant, auquel s'appliquent les présentes Conditions Générales. Cette expression désigne également les présentes Conditions Générales telles qu'elles sont rendues applicables, tous les accords complétant l'Accord de Prêt et toutes les annexes audit Accord;

le terme "Prêt" désigne le prêt faisant l'objet de l'Accord de Prêt;



- 4) le terme "Etat-Emprunteur" ou "Emprunteur" désigne la partie à l'Accord de Prêt à laquelle le Prêt est octroyé;
- 5) l'expression "Accord de Garantie" désigne l'Accord auquel s'appliquent les présentes Conditions Générales, tel qu'amendé, le cas échéant, conclu entre la BADEA et un Etat ou tout organisme en vue de garantir le Prêt. Cette expression désigne également les présentes Conditions Générales telles qu'elles sont rendues applicables, tous les accords complétant l'Accord de Garantie et toutes les annexes audit Accord;
- 6) le terme "Etat-Garant" ou "Garant" désigne l'Etat ou l'organisme qui est partie à l'Accord de Garantie;
- 7) le terme "dollar" et le signe "\$" désignent la monnaie des Etats Unis d'Amérique;
- 8) le terme "Projet" désigne le projet ou le programme pour lequel le prêt est accordé, ainsi que les services et les études y afférents, tels que décrits dans l'Accord de Prêt, y compris les modifications qui pourraient être apportées à la description dudit projet ou dudit programme d'un commun accord entre la BADEA et l'Emprunteur;
- 9) le terme "biens" désigne le matériel, les fournitures, les ouvrages et les autres services nécessaires au Projet. Chaque fois qu'il est fait référence au coût de l'un quelconque de ces biens, ledit coût est réputé comprendre le coût de l'importation dudit bien dans les territoires de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat sur lesquels le Projet est réalisé;
- 10) l'expression "Date d'Entrée en vigueur" désigne la date à laquelle l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie entrent en vigueur et prennent effet conformément à la Section 12.03;
- 11) l'expression "Compte de Prêt" désigne le compte, ouvert par la BADEA dans ses livres au nom de l'Emprunteur, qui est crédité du montant du Prêt;
- 12) le terme "impôts" désigne les impôts, prélèvements, redevances et droits de toute nature en vigueur à la date de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou imposés ultérieurement;



- 13) le terme "sûreté réelle" désigne les hypothèques, nantissements, droits d'affectation, privilèges et droits de préférence de toute sorte;
- 14) l'expression "Date de Clôture" désigne la date, spécifiée dans l'Accord de Prêt, à partir de laquelle la BADEA peut, par voie de notification à l'Emprunteur, mettre fin au droit de celui-ci de retirer du Compte de Prêt tout montant non encore retiré dudit compte.

Section 2.02. REFERENCES. Les Articles et Sections auxquels il est fait référence dans les présentes Conditions Générales sans autre précision sont ceux desdites Conditions Générales.

Section 2.03. TITRES DES ARTICLES ET DES SECTIONS. Les titres des Articles et des Sections et la Table des Matières ont été insérés dans les présentes Conditions Générales pour faciliter sa lecture mais n'en font pas partie intégrante.

ARTICLE III

COMPTE DE PRET - INTERETS ET AUTRES CHARGES - REMBOURSEMENT - LIEU DE PAIEMENT

Section 3.01. COMPTE DE PRET. Le Compte de Prêt est crédité du montant du Prêt que l'Emprunteur peut retirer dudit Compte conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt et des présentes Conditions Générales et selon la procédure spécifiée par la BADEA.

Section 3.02. INTERETS. L'Emprunteur paie, sur les montants retirés du Compte de Prêt et non encore remboursés, des intérêts dont le taux est stipulé dans l'Accord de Prêt. Ces intérêts commencent à courir, pour chaque montant, à partir de la date du retrait dudit montant.

Section 3.03. COMMISSION D'ENGAGEMENT.*

La commission d'engagement a été annulée en vertu de la décision du conseil d'Administration prise lors de sa session du 19 Juin

1989.



Section 3.04. COMMISSION D'ENGAGEMENT SUPPLEMENTAIRE. L'Emprunteur paie une commission d'engagement supplémentaire au taux de un demi de un pour cent (0,50%) l'an sur le principal de tout engagement spécial contracté par la BADEA, à la demande de l'Emprunteur, conformément à la Section 5.02 et non encore remboursé.

Section 3.05. CALCUL DES INTERETS ET COMMISSIONS. Pour toute période inférieure à un an, les intérêts et commissions sont calculés sur la base d'une année de 360 jours, divisée en douze mois de trente jours.

Section 3.06. REMBOURSEMENT. (a) L'Emprunteur rembourse le principal du Prêt retiré du Compte de Prêt conformément au tableau d'amortissement figurant en annexe à l'Accord de Prêt.

(b) L'Emprunteur a le droit, à condition de payer tous les intérêts et autres charges échus, de rembourser par anticipation (a) le montant total du principal du Prêt retiré et non encore remboursé, ou (b) le montant total du principal dû au titre d'une ou de plusieurs échéances de remboursement, à condition toutefois qu'à la date dudit remboursement anticipé il n'existe aucune portion de Prêt non encore remboursée dont l'échéance soit postérieure à la portion devant faire l'objet du remboursement anticipé.

Section 3.07. LIEU DE PAIEMENT. Le remboursement du principal du Prêt ainsi que le paiement des intérêts et charges y afférents sont effectués en tels lieux que la BADEA peut raisonnablement désigner.

ARTICLE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONNAIES

Section 4.01. MONNAIES DANS LESQUELLES SONT EFFECTUEES LES OPERATIONS FINANCIERES. (a) Toutes les opérations financières effectuées en vertu de l'Accord de Prêt sont calculées en dollars. Les retraits du Compte de Prêt ainsi que le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et autres charges y afférents sont effectués en dollars.

(b) Si les dépenses qui doivent être financées au moyen des fonds d'un retrait donné conformément à l'Accord de Prêt ont été payées ou sont payables en une monnaie autre que le dollar, la BADEA, à la demande de l'Emprunteur et en qualité de mandataire de celui-ci, peut acheter avec des dollars le montant de ladite autre monnaie, nécessaire au règlement desdites dépenses, et le montant en dollars payé par la BADEA pour ledit achat est réputé avoir été retiré des fonds du Prêt.



(c) La BADEA peut, à la demande de l'Emprunteur et en qualité de mandataire de celui-ci, acheter les dollars dont l'Emprunteur a besoin pour rembourser le principal du Prêt ou pour payer les intérêts et autres charges dûs aux termes de l'Accord de Prêt, à condition que l'Emprunteur lui verse à cet effet les fonds nécessaires dans une monnaie ou des monnaies acceptables par la BADEA. Ledit remboursement ou ledit paiement n'est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt qu'à la date et dans la mesure où la BADEA a effectivement reçu ces dollars.

Section 4.02. DETERMINATION DE LA VALEUR DES MONNAIES. Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins d'application de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie, de déterminer la contre-valeur d'une monnaie dans une autre monnaie, cette contre-valeur est déterminée par la BADEA selon le taux de change en vigueur à la date de cette détermination.

ARTICLE V

RETRAIT ET UTILISATION DES FONDS DU PRET

Section 5.01. RETRAIT DU COMPTE DE PRET. (a) L'Emprunteur a le droit de retirer du Compte de Prêt les sommes déjà dépensées au titre du Projet, ou, si la BADEA y consent, les sommes nécessaires au règlement des dépenses à effectuer à ce titre, conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt et des présentes Conditions Générales et selon les règles et la procédure déterminées par la BADEA.

(b) Aucun retrait n'est effectué des fonds du Prêt pour le financement:

- i) de dépenses antérieures à la date de la signature de l'Accord de Prêt, à moins que la BADEA n'en convienne autrement;
- ii) de biens achetés avec la monnaie de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat dans lequel le Projet est réalisé, à moins que la BADEA n'en convienne autrement;
- iii) d'impôts, d'une façon directe ou indirecte, imposés par l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant, ou exigibles sur ses territoires ou dans l'Etat du siège de l'Emprunteur ou du Garant ou dans l'Etat dans lequel le Projet est réalisé, sur des biens ou des services, ou sur l'importation, la fabrication, la production, l'acquisition ou la fourniture de ces biens ou services.



Section 5.02. ENGAGEMENTS SPECIAUX DE LA BADEA. A la demande de l'Emprunteur et suivant les conditions convenues entre la BADEA et l'Emprunteur, la BADEA peut contracter par écrit des engagements spéciaux l'obligeant à verser à l'Emprunteur ou à des tiers, certaines sommes destinées à couvrir le coût des biens devant être financés au titre de l'Accord de Prêt et ce, nonobstant toute suspension ou annulation à tout moment ultérieur par la BADEA ou par l'Emprunteur.

Section 5.03. DEMANDES DE RETRAIT OU D'ENGAGEMENT SPECIAL. Lorsque l'Emprunteur désire retirer une somme du Compte de Prêt ou demander à la BADEA de contracter un engagement spécial conformément à la Section 5.02, l'Emprunteur remet à la BADEA une demande écrite revêtant la forme et comportant les déclarations et accords nécessaires qui peuvent être raisonnablement demander par la BADEA. A moins que la BADEA et l'Emprunteur n'en conviennent autrement, les demandes de retrait, accompagnées de tous les documents requis par le présent Article, doivent être présentées sans délai, au fur et à mesure des dépenses relatives au Projet.

Section 5.04. JUSTIFICATIONS. L'Emprunteur remet à la BADEA, à l'appui de toute demande de retrait, tous documents et autres justifications que la BADEA peut raisonnablement demander, soit avant d'autoriser, soit après avoir autorisé le retrait faisant l'objet de ladite demande.

Section 5.05. CARACTERE PROBANT DES DEMANDES ET DES PIECES FOURNIES A L'APPUI. Les demandes de retrait et les documents et autres justifications fournis à l'appui desdites demandes doivent suffire, quant à leur forme et quant à leur fond, à établir à la satisfaction de la BADEA que l'Emprunteur est habilité à retirer du Compte de Prêt les sommes demandées et que lesdites sommes ne seront utilisées qu'aux fins stipulées dans l'Accord de Prêt.

Section 5.06. AFFECTATION DES FONDS DU PRET ET ACQUISITION DES BIENS. L'Emprunteur s'oblige à affecter les fonds du Prêt exclusivement au règlement du coût raisonnable des biens nécessaires à l'exécution du Projet. A moins que la BADEA n'en convienne autrement, lesdits biens sont acquis conformément aux règles et procédures prescrites à cet effet à la BADEA.

Section 5.07. AFFECTATION DES BIENS. A moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'Emprunteur s'engage à ce que tous les biens financés au moyen du Prêt soient affectés exclusivement à l'exécution du Projet.



Section 5.08. VERSEMENTS PAR LA BADEA. La BADEA règle exclusivement à l'Emprunteur ou à son ordre les sommes qu'il a le droit de retirer du Compte de Prêt.

ARTICLE VI

RANG PRIORITAIRE DU PRET - IMPOTS ET RESTRICTIONS-
IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA

Section 6.01. RANG PRIORITAIRE DU PRET. (a) La BADEA et l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant conviennent qu'aucune autre dette extérieure ne bénéficie d'un rang prioritaire par rapport au Prêt du fait d'une sûreté réelle constituée ultérieurement sur des biens de l'Etat. A cette fin, à moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant s'engage à ce que toute sûreté réelle constituée sur l'un quelconque de ses biens en vue de garantir toute dette extérieure, garantissee ipso-facto et à titre gratuit pour la BADEA, également et proportionnellement, le principal du Prêt, les intérêts et autres charges y afférents, et à ce que, lors de la constitution de ladite sûreté réelle, des dispositions expresses soient prévues à cet effet. Il est entendu toutefois que les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas à :

- i) toute sûreté réelle constituée sur un bien, à l'époque de l'achat dudit bien, à seule fin de garantir le paiement du prix d'achat dudit bien;
- ii) toute sûreté réelle constituée sur des biens commerciaux pour garantir une dette venant à échéance un an au maximum après la date à laquelle elle est contractée et devant être réglée au moyen du produit de la vente desdits biens commerciaux;
- iii) toute sûreté réelle constituée dans le cours ordinaire des transactions bancaires et garantissant une dette venant à échéance un an au maximum après la date à laquelle elle est contractée.

(b) Au sens de la présente Section, l'expression "biens de l'Etat" désigne tous les biens appartenant à l'Etat-Emprunteur ou à l'Etat-Garant ou à l'une quelconque de ses subdivisions politiques ou administratives ou à un organisme quelconque détenu ou contrôlé par ledit Etat, ou par l'une de ses



subdivisions, ou géré pour le compte dudit Etat ou de l'une de ses subdivisions, y compris tout organisme remplissant les fonctions de banque centrale ou de fonds de stabilisation des changes dudit Etat ou remplissant des fonctions analogues pour cet Etat.

Section 6.02. IMPOTS. (a) Le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et charges y afférents sont exonérés de tout impôt et effectués nets de toute retenue d'impôts perçus par l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant ou exigibles sur ses territoires.

(b) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant paie tout impôt perçu sur, ou à l'occasion de, la signature, la publication, la remise ou l'enregistrement de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie en vertu:

- i) de la législation de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant ou de la législation en vigueur sur ses territoires; ou
- ii) de la législation de tout pays dans la monnaie duquel le Prêt est remboursable, ou de la législation en vigueur dans ce pays.

Section 6.03. RESTRICTIONS. Le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et charges y afférents sont exemptés de toutes restrictions imposées par la législation de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant, ou la législation en vigueur sur ses territoires.

Section 6.04. IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA. (a) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant considère comme confidentiels tous les documents, registres, archives, correspondance et autres documents de même nature de la BADEA, et les exempte de toute censure et inspection sur ses territoires.

(b) Tous les biens et revenus de la BADEA jouissent dans les territoires de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant de l'immunité totale contre la nationalisation, la confiscation, la saisie et le séquestre.

ARTICLE VII

COOPERATION ET INFORMATION

Section 7.01. COOPERATION ET INFORMATION. (a) La BADEA, l'Emprunteur et le Garant coopèrent étroitement en vue d'assurer la réalisation des objectifs du Prêt. A cette fin, à la demande de l'une quelconque des parties, la



BADEA, l'Emprunteur et le Garant:

- i) Procèdent par l'intermédiaire de leurs représentants, à des échanges de vues concernant l'état d'avancement du Projet, les avantages qui en découlent et l'exécution des obligations incombant à chacune des parties en vertu de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie, ainsi que toute autre question se rapportant à l'objet du Prêt;
- ii) Fournissent à ladite partie toutes les informations qui peuvent être raisonnablement demandées sur l'état d'avancement du Projet, les avantages qui en découlent et la situation générale du Prêt.

(b) L'Emprunteur et le Garant informent la BADEA dans les meilleurs délais de toute circonstance qui entrave ou risque d'entraver l'avancement du Projet, la réalisation des objectifs du Prêt (y compris toute augmentation importante du coût du Projet), le service des paiements y afférents ou l'exécution par l'une quelconque des parties des obligations lui incombant en vertu de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie.

(c) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant donne aux représentants accrédités de la BADEA toutes les facilités raisonnables de se rendre sur toute partie de ses territoires à des fins se rapportant au Prêt.

ARTICLE VIII

ANNULATION - SUSPENSION

Section 8.01. ANNULATION PAR L'EMPRUNTEUR. L'Emprunteur peut, par voie de notification à la BADEA, annuler tout montant du Prêt qu'il n'a pas retiré avant la date de ladite notification. Il est entendu néanmoins que l'Emprunteur ne peut faire usage de cette faculté à l'égard de tout montant du Prêt ayant fait l'objet d'un engagement spécial de la part de la BADEA conformément à la Section 5.02.

Section 8.02. SUSPENSION PAR LA BADEA. 1. Si l'un des faits énumérés ci-dessous survient et persiste, la BADEA peut par voie de notification à l'Emprunteur et au Garant, suspendre en tout ou en partie le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt:



- (a) L'Emprunteur manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Prêt ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur;
- (b) Le Garant manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Garantie ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et le Garant;
- (c) L'Emprunteur ou le Garant manque à toute autre obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou de tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur ou entre la BADEA et le Garant;
- (d) Le droit de l'Emprunteur de retirer les fonds provenant de tout autre prêt, crédit ou subvention accordé à l'Emprunteur pour le financement du Projet est suspendu ou annulé en tout ou en partie et l'Emprunteur n'a pu obtenir de fonds suffisants pour le Projet auprès d'autres sources, à des termes et conditions jugés satisfaisants par la BADEA;
- (e) Une situation exceptionnelle se produit qui rend difficile l'exécution du Projet ou l'exécution par l'Emprunteur ou par le Garant des obligations résultant de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie;
- (f) L'un quelconque des faits spécifiés aux alinéas e) et f) de la Section 9.01 survient;
- (g) Tout autre fait spécifié dans l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section survient.

2. Le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt continue d'être suspendu en tout ou en partie, selon le cas, jusqu'à la cessation du fait ou des faits ayant entraîné ladite suspension ou jusqu'à la BADEA informe l'Emprunteur par voie de notification que son droit



d'effectuer des retraits est rétabli; il est entendu toutefois que, dans le cas de toute notification du rétablissement du droit d'effectuer des retraits, ledit droit n'est rétabli que dans la mesure spécifiée dans ladite notification et sous réserve des conditions y spécifiées.

Section 8.03. ANNULLATION PAR LA BADEA. Dans le cas où a) le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt est suspendu pour un montant quelconque du Prêt pendant trente jours consécutifs, ou b) après la date de clôture, un montant du Prêt n'a pas été retiré du Compte de Prêt, la BADEA peut aviser l'Emprunteur et le Garant par voie de notification qu'elle met fin au droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits au titre dudit montant. A compter de cette notification, ledit montant est annulé.

Section 8.04. EFFET DE L'ANNULATION OU DE LA SUSPENSION PAR LA BADEA SUR LES MONTANTS FAISANT L'OBJET D'UN ENGAGEMENT SPECIAL. La BADEA ne peut annuler ni suspendre les montants faisant l'objet d'un engagement spécial de la part de la BADEA conformément à la Section 5.02, sauf stipulation contraire contenue dans ledit engagement spécial.

Section 8.05. EFFET DE L'ANNULATION SUR LES ECHEANCES DE REMBOURSEMENT DU PRET. A moins que la BADEA et l'Emprunteur n'en conviennent autrement, toute annulation est défalquée proportionnellement de chacune des échéances de remboursement du principal du Prêt postérieure à la date de cette annulation, telles que lesdites échéances sont spécifiées dans le tableau d'amortissement annexé à l'Accord de Prêt.

ARTICLE IX

EXIGIBILITE ANTICIPEE

Section 9.01. MANQUEMENTS. Si l'un quelconque des faits énumérés ci-après survient et persiste pendant la période spécifiée, le cas échéant, ci-dessous, la BADEA a la faculté, tant que dure ledit fait, de déclarer par voie de notification à l'Emprunteur et au Garant que le principal du Prêt non encore remboursé est exigible et remboursable immédiatement, de même que les intérêts et charges y afférents, sur quoi ledit principal, de même que lesdits intérêts et charges, deviennent exigibles et remboursables immédiatement:



(a) L'Emprunteur manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Prêt ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur, et ce manquement persiste pendant une période de trente jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur;

(b) Le Garant manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Garantie ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et le Garant, et ce manquement persiste pendant une période de trente jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait au Garant;

(c) L'Emprunteur ou le Garant manque à tout autre obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur ou entre la BADEA et le Garant, et ce manquement persiste pendant une période de soixante jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur ou au Garant, selon le cas;

(d) Une situation exceptionnelle se produit qui rend difficile l'exécution du Projet ou l'exécution par l'Emprunteur des obligations résultant de l'Accord de Prêt, et cette situation persiste pendant une période de soixante jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur;

(e) Une mesure quelconque a été prise en vue de dissoudre l'Emprunteur (quant il ne s'agit pas d'un Etat), de mettre un terme à son activité ou de suspendre ses opérations;

(f) L'Emprunteur (quant il ne s'agit pas d'un Etat) n'est plus en mesure d'acquitter ses dettes à leur échéance, ou une mesure ou action quelconque a été prise ou intentée par l'Emprunteur ou par des tiers qui a pour effet de permettre ou de provoquer la répartition d'un élément quelconque des avoirs de l'Emprunteur entre ses créanciers;

(g) Tout autre fait prévu par l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section survient et persiste durant la période indiquée, le cas échéant, dans ledit Accord.



ARTICLE X

FORCE OBLIGATOIRE DE L'ACCORD DE PRET
ET DE L'ACCORD DE GARANTIE-
NON-EXERCICE D'UN DROIT - ARBITRAGE

Section 10.01. MAINTIEN EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE APRES SUSPENSION, ANNULLATION OU EXIGIBILITE ANTICIPEE. Nonobstant toute annulation, suspension ou exhibitée anticipée, toutes les dispositions de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie restent en vigueur et continuent à produire tous leurs effets sauf disposition contraire des Articles VIII et IX.

Section 10.02. FORCE OBLIGATOIRE. Les droits et obligations de la BADEA, de l'Emprunteur et du Garant au titre de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie s'appliquent et ont force obligatoire conformément à leur teneur, nonobstant toute disposition contraire applicable à l'Emprunteur ou au Garant ou prévue par la législation en vigueur dans tout Etat ou sur toute partie de ses territoires. En aucun cas, la BADEA, l'Emprunteur ou le Garant ne peut soutenir qu'une disposition quelconque des présentes Conditions Générales, de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est nulle ou n'a pas force obligatoire pour quelque raison que ce soit.

Section 10.03. NON-EXERCICE D'UN DROIT. Aucun retard, aucune omission de la part d'une des parties dans l'exercice de tout droit, pouvoir ou recours qu'elle tient de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie, en cas de manquement à une obligation de la part de l'autre partie, ne peut porter atteinte audit droit, pouvoir ou recours, ni être interprété comme un abandon dudit droit, pouvoir ou recours ou comme un acquiescement audit manquement; aucune mesure prise par ladite partie à la suite de tel manquement, ou de son acquiescement audit manquement, ne peut affecter ou entraver l'exercice d'un droit, pouvoir ou recours appartenant à ladite partie en ce qui concerne tout autre manquement concomitant ou postérieur.

Section 10.04. ARBITRAGE. Tout différend entre les parties à l'Accord de Prêt ou à l'Accord de Garantie ou toute revendication formulée par une partie à l'encontre d'une autre partie en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est réglé à l'amiable entre les parties, et, faute d'accord à l'amiable, ledit différend ou ladite revendication est soumis à l'arbitrage d'un Conseil d'Arbitrage dans les conditions ci-après:



(a) Les parties audit arbitrage sont la BADEA d'une part, l'Emprunteur et le Garant d'autre part.

(b) Le Conseil d'Arbitrage se compose de trois arbitres nommés l'un par la BADEA, le deuxième par l'Emprunteur et le Garant ou, à défaut d'accord entre eux, par le Garant, et le troisième (parfois appelé ci-après "le Surarbitre") par accord des parties ou, faute d'accord, par le Président de la Cour Internationale de Justice. Si l'une des parties ne nomme pas d'arbitre, celui-ci est nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice à la demande de l'autre partie. En cas de démission, décès ou incapacité d'agir de l'un des arbitres, son successeur est désigné conformément aux dispositions de la présente Section applicables à la nomination de l'Arbitre qui l'a précédé et ledit successeur a les pouvoirs et obligations de son prédécesseur.

(c) Toute partie peut intenter une procédure d'arbitrage au titre de la présente Section par voie de notification à l'autre partie. Ladite notification doit contenir un exposé de la nature du différend ou de la revendication soumis à l'arbitrage et de la nature et de la portée des mesures sollicitées, ainsi que le nom de l'arbitre désigné par la partie demanderesse. Dans les 30 jours qui suivent cette notification, l'autre partie doit notifier à la partie demanderesse le nom de l'arbitre nommé par elle.

(d) Si les parties ne s'entendent pas sur la désignation du surarbitre dans les 60 jours qui suivent la notification introductive d'instance, toute partie peut solliciter la nomination de celui-ci conformément aux dispositions de l'alinéa (b) de la présente Section.

(e) Le Conseil d'Arbitrage se réunit pour la première fois aux date et lieu fixés par le Surarbitre. Par la suite, le Conseil décide où et quand il siège.

(f) Le Conseil d'Arbitrage tranche toutes les questions relatives à sa compétence et, sous réserve des dispositions de la présente Section et sauf accord contraire des parties, fixe ses règles de procédure. Toutes les décisions du Conseil d'Arbitrage sont prises à la majorité des voix.

(g) Le Conseil d'Arbitrage donne aux parties la possibilité de se faire entendre équitablement et rend sa sentence par écrit. Cette sentence peut



être prononcée par défaut. Toute sentence signée par la majorité des membres du Conseil d'Arbitrage constitue la sentence dudit Conseil. Un original signé de la sentence est transmis à chaque partie. Toute sentence rendue conformément aux dispositions de la présente Section est définitive et a force obligatoire pour les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie et chaque partie doit s'y soumettre et l'exécuter.

(h) Le Conseil d'Arbitrage applique les principes généraux du droit et de l'équité.

(i) Les parties déterminent le montant des honoraires des Arbitres et de toutes autres personnes dont la participation est nécessaire à la conduite de l'instance arbitrale. A défaut d'accord des parties sur ledit montant avant la première réunion du Conseil d'Arbitrage, celui-ci fixe ledit montant au niveau qui lui paraît raisonnable eu égard aux circonstances. La BADEA, l'Emprunteur et le Garant prennent chacun à leur charge les dépenses que l'instance arbitrale leur occasionne. Les frais du Conseil d'Arbitrage sont également partagés entre la BADEA d'une part et l'Emprunteur et le Garant d'autre part. Toute question relative à la répartition des frais du Conseil d'Arbitrage ou aux modalités de leur règlement est tranchée par le Conseil d'Arbitrage.

(j) Les dispositions de la présente Section concernant l'Arbitrage tiennent lieu de toute autre procédure pour le règlement de tout différend entre les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie, ou de toute revendication relative auxdits Accords formulée par une partie à l'encontre d'une autre partie.

(k) Toute notification ou toute signification d'acte de procédure relative à une instance introduite en vertu de la présente Section est donnée dans les formes prévues à la Section 11.01. Les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie renoncent à toute autre formalité requise aux fins desdites notifications ou desdites significations.

ARTICLE XI

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 11.01. NOTIFICATIONS ET DEMANDES. Toute notification ou demande qu'il est nécessaire ou permis d'adresser en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est formulée par écrit. Sous réserve des dispositions



de la Section 12.03, une telle notification ou demande est réputée avoir été dûment adressée lorsqu'elle a été remise en mains propres ou par lettre, télégramme, câblogramme, radiogramme ou message télex à la partie à laquelle il est nécessaire ou permis qu'elle soit adressée, à l'adresse de ladite partie spécifiée dans l'Accord de Prêt ou l'Accord de Garantie ou à toute autre adresse que ladite partie a notifiée à la partie effectuant la notification ou la demande.

Section 11.02. ATTESTATION DE POUVOIRS. L'Emprunteur et le Garant fournissent à la BADEA des pièces attestant de façon suffisante les pouvoirs conférés à la personne ou aux personnes habilitées, au nom de l'Emprunteur ou du Garant, à prendre toute mesure ou à signer tout document que l'Emprunteur doit ou peut prendre ou signer aux termes de l'Accord de Prêt, y compris les demandes visées dans l'Article V, ou que le Garant doit ou peut prendre ou signer aux termes de l'Accord de Garantie. L'Emprunteur et le Garant fournissent également à la BADEA des spécimens légalisés de la signature de chacune desdites personnes.

Section 11.03. REPRESENTATION DE L'EMPRUNTEUR OU DU GARANT. Le représentant de l'Emprunteur ou du Garant désigné dans l'Accord de Prêt ou dans l'Accord de Garantie aux fins de la présente Section, ou toute personne qu'il a, par écrit, autorisé à cet effet peut, au nom de l'Emprunteur ou du Garant, prendre toute mesure qu'il est nécessaire ou permis de prendre ou signer tout document qu'il est nécessaire ou permis de signer aux termes de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie. Le représentant de l'Emprunteur ou du Garant ainsi désigné ou toute personne qu'il a autorisée par écrit à cet effet peut, par instrument écrit signé au nom de l'Emprunteur ou du Garant, donner son accord, au nom dudit Emprunteur ou dudit Garant, à toute modification ou amplification des dispositions de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie à condition toutefois que, de l'avis dudit représentant, ladite modification ou ladite amplification soit raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroisse pas substantiellement les obligations incombant à l'Emprunteur aux termes de l'Accord de Prêt, ou au Garant aux termes de l'Accord de Garantie. La BADEA peut accepter la signature dudit instrument par ledit représentant ou par ladite personne autorisée comme preuve irréfutable que, de l'avis dudit représentant, toute modification ou amplification apportée par ledit instrument aux dispositions de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroît pas substantiellement les obligations de l'Emprunteur ou du Garant au titre desdits Accords.



ARTICLE XII

DATE D'ENTREE EN VIGUEUR - TERMINAISON

Section 12.01. CONDITIONS PREALABLES A L'ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE. L'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie n'entrent en vigueur que lorsque la BADEA a reçu des preuves jugées satisfaisantes par elle, établissant:

- (a) Que la signature de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie au nom de l'Emprunteur et du Garant a été dûment autorisée ou ratifiée conformément aux normes juridiques applicables à cet effet; et
- (b) Que tous les autres faits spécifiés dans l'Accord de Prêt comme conditions d'Entrée en Vigueur sont survenus.

Section 12.02. CONSULTATIONS JURIDIQUES OU CERTIFICATS. Parmi les preuves à fournir en vertu de la Section 12.01 l'Emprunteur fournit à la BADEA une ou plusieurs consultations juridiques jugées satisfaisantes par la BADEA, émanant de juristes jugés acceptables par elle ou, si la BADEA le demande, un certificat jugé satisfaisant par la BADEA, émanant d'un fonctionnaire compétent de l'Emprunteur ou du Garant; cette ou ces consultations juridiques ou ce certificat établissent:

- (a) Que l'Accord de Prêt a été dûment autorisé ou ratifié par l'Emprunteur, dûment signé en son nom et qu'il a, pour l'Emprunteur, force obligatoire conformément à ses dispositions;
- (b) Que l'Accord de Garantie a été dûment autorisé ou ratifié par le Garant, dûment signé en son nom et qu'il a, pour le Garant, force obligatoire conformément à ses dispositions,
- (c) Tous autres points spécifiés dans l'Accord de Prêt ou tous autres points relatifs à cet Accord que la BADEA peut demander.

Section 12.03. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR. (a) Sauf accord contraire entre la BADEA et l'Emprunteur, l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie entrent en vigueur à la date à laquelle la BADEA envoie par câblogramme à l'Emprunteur et au Garant notification de son acceptation des preuves fournies conformément à la Section 12.01.



البند ٥/١٢ انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بتمام السداد

تنتهى اتفاقية القرض والضمان فوراً ، كما تنتهى جميع
الالتزامات التى تقع على عاتق الاطراف بمقتضاها ، متى تم الوفاء بالكامل
بأصل القرض المسحوب من حساب القرض وكذلك بجميع الفوائد والتكاليف
المستحقة والواجبة الاداء بمقتضى الترض .

Olafer





(أ) أنه قد تم على الوجه الصحيح ، الاذن باتفاقية القرض أو التصديق عليها بواسطة المقرض ، والتوقيع عليها نيابة عنه ، وأن لها بالنسبة له قوة ملزمة وفقا لاحكامها ؛

(ب) أنه قد تم على الوجه الصحيح ، الاذن باتفاقية الضمان أو التصديق عليها بواسطة الضامن ، والتوقيع عليها نيابة عنه ، وأن لها بالنسبة له قوة ملزمة وفقا لاحكامها ؛

(ج) أية نقاط أخرى معينة في اتفاقية القرض أو أية نقاط أخرى قد يطلبها المصرف متعلقة بهذه الاتفاقية .

البند ٣/١٢ تاريخ النفاذ

(أ) تدخل اتفاقية القرض والضمان حيز التنفيذ في التاريخ الذي يرسل فيه المصرف الى المقرض والى الضامن ، ببرقية سلكية ، اخطارا بقبوله الادلة المقدمة وفقا للبند (١/١٢) ، وذلك مالم يوجد اتفاق مخالف بين المصرف والمقرض .

(ب) اذا حدثت ، قبل تاريخ النفاذ ، أى من الوقائع التي تسمح للمصرف بايقاف حق المقرض في اجراء مسحوبات من حساب القرض في حالة دخول اتفاقية القرض حيز التنفيذ ، فانه يجوز للمصرف أن يوعر ارسال الاخطار المشار اليه في الفقرة (أ) من هذا البند حتى انتهاء تلك الواقعة .

البند ٤/١٢ انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان لعدم النفاذ

اذا لم يتم اتخاذ جميع الاجراءات التي يتعين اتخاذها وفقا للبند (١/١٢) قبل التاريخ المعين في اتفاقية القرض لاغراض هذا البند أو قبل أى تاريخ آخر لاحق يعينه المصرف ، فانه يجوز للمصرف فى أى تاريخ لاحق يختاره أن ينهى اتفاقية القرض بطريق اخطار الى المقرض . وتتولى ، اعتبارا من هذا الاخطار ، اتفاقية القرض والضمان وكذلك جميع حقوق الاطراف والتزاماتهم المتولدة عنهما .



زيادة في هذه الاحكام ، بشرط أن يكون من رأي هذا الممثل ان هذا التعديل أو هذه الزيادة مما يدخل في حدود المعقول بسراعاة الظروف، ومما لا يزيد بشكل جوهري من التزامات المقرض بمقتضى اتفاقية القرض أو من التزامات الضامن بمقتضى اتفاقية الضمان . ويجوز للمصرف قبول توقيع تلك الوثيقة بواسطة هذا الممثل أو هذا الشخص الموضوع كدليل لايمتن ديمه على أنه من رأي الممثل المشار اليه أن أي تعديل أو زيادة في أحكام اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان بمقتضى تلك الوثيقة هو مما يدخل في حدود المعقول بمراعاة الظروف ومما لا يزيد بشكل جوهري من التزامات المقرض أو الضامن بمقتضى هاتين الاتفاقيتين .

{ المادة ١٤ }

تاريخ النفاذ - الانتهاء

البند ١/١٢ الشروط السابقة على نفاذ اتفاقية القرض واتفاقية الضمان

لاتدخل اتفاقيتا القرض والضمان حيز التنفيذ الا اذا تلقى المصرف أدلة يعضها كاسية تثبت :

(أ) أن توقيع اتفاقية القرض واتفاقية الضمان ، نيابة عن المقرض والضامن ، قد تم الاذن به أو التصديق عليه على الوجه الصحيح وفقاً للقواعد القانونية الواجبة التطبيق في هذا الشأن ؛

(ب) أنه قد تم تحقق كافة الوقائع الاخرى المنصوص عليها في اتفاقية القرض كشرط للنفاذ ؛

البند ٢/١٢ الفتاوى القانونية أو الشهادات

يقدم المقرض الى المصرف ، من بين الادلة الواجب تقديمها وفقاً للبند (١/١٢) ، فتوى أو فتاوى قانونية يعضها المصرف كافيّة صادرة من رجال قانون مقبولين للمصرف ، أو - اذا طلب المصرف ذلك - شهادة يعضها المصرف كافيّة صادرة من موظف مختص من موظفي المقرض أو الضامن ، تثبت :



(مادة 11)

أحكام متنوعة

الاطخارات والطلبات

البند 1/11

يجب أن يحزر كتابة أى اخطار أو طلب يكون من الضرورى أو من المسموح به توجيهه بمقتضى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان . ومع مراعاة أحكام البند (12/3) ، يعتبر مثل هذا الاخطار أو الطلب قد تم صحيحا إذا ماسلم باليد أو بخطاب أو بخرقية (تلغراف) أو بالبرق السلكى أو اللاسلكى أو برسالة تلخس الى الطرف الذى يكون من الضرورى أو من المسموح به توجيهه اليه على عنوانه المعين فى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو على أى عنوان آخر قام هذا الطرف بإبلاغه الى الطرف الذى يجرى الاخطار أو يقدم الطلب .

الادلة المثبتة لصلاحية التصرف نيابة عن المقرض والضامن

البند 2/11

يقدّم المقرض والضامن الى المصرف أدلة تبين بصورة كافية السلطات الممنوحة الى الشخص أو الى الاشخاص المخول اليهم ، نيابة عن المقرض أو الضامن ، اتخاذ أى اجراء أو توقيع أى مستند يتعين على المقرض أو يجوز له اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية القرض بما فى ذلك الطلبات المشار اليها فى المادة (5) ، أو يتعين على الضامن أو يجوز له اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية الضمان . ويقدم المقرض والضامن أيضا الى المصرف نماذج مصدق عليها من توقيع كل من هؤلاء الاشخاص .

تمثيل المقرض أو الضامن

البند 3/11

يجوز لممثل المقرض أو الضامن المعين لاغراض هذا البند فى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان ، أو لى شخص مفوض منه فى ذلك كتابة ، اتخاذ أى اجراء أو توقيع أى مستند ، نيابة عن المقرض أو الضامن ، يكون من الضرورى أو من المسموح به اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية القرض أو لاتفاقية الضمان . ويجوز ، برشقة كتابية موقعة نيابة عن المقرض أو الضامن المعين على النحو المتقدم ، أو لى شخص مفوض منه ، أن يعطى موافقته نيابة عن المقرض أو الضامن المشرك على أى تعديل لاحكام اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو على



(و) تفصل هيئة التحكيم في كافة المسائل المتعلقة باختصاصها .
وتحدد الهيئة قواعد اجراءاتها وذلك مع مراعاة أحكام هذا البند ومالم يوجد
اتفاق مخالف للطرفين . وتتخذ جميع قرارات هيئة التحكيم بأغلبية الاصوات .

(ز) تتيح هيئة التحكيم للطرفين فرصا عادلة للاستماع اليهما ، بتصدر
حكمها كتابة . ويجوز أن يتم النطق بهذا الحكم غيابيا . وكل حكم موقع عليه
من أغلبية أعضاء هيئة التحكيم يكون حكم هذه الهيئة . وترسل نسخة أصلية
موقعة من الحكم الى كل طرف . ويكون أى حكم صادر وفقا لاحكام هذا البند
نهائيا وله قوة ملزمة بالنسبة الى الطرفين في اتفاقية القرض وفي اتفاقية
الضمان ، وعلى كل طرف أن يستلزم وأن ينفذه .

(ح) تطبيق هيئة التحكيم المبادئ العامة للقانون والعدالة .

(ط) يحدد الطرفان مقدار أتعاب المحكمين وأى أشخاص آخرين يكون
اسهامهم ضروريا لسير دعوى التحكيم . وإذا لم يتفق الطرفان على هذا المقدار
قبل الاجتماع الاول لهيئة التحكيم ، تقوم هذه الهيئة بتحديدته في المستوى الذي
يبدو لها معقولا بمراعاة الظروف . ويتحمل كل من المصروف والمقترض والضامن
مصروفاته في دعوى التحكيم . وتقسّم نفقات هيئة التحكيم بالتساوي بين المصروف
من ناحية والمقترض والضامن من ناحية أخرى . وتفصل هيئة التحكيم في أية
مسألة تتعلق بتوزيع نفقاتها أو بكيفية تسويتها .

(ك) تحل أحكام هذا البند الخاصة بالتحكيم محل أية اجراءات أخرى
لتسوية أى نزاع بين أطراف اتفاقية القرض واتفاقية الضمان أو أى ادعاء
يتعلق بهاتين الاتفاقيتين مرجعه من طرف ضد طرف آخر .

(ل) يكون توجيه أى اخطار أو اعلان لاجراء مرافعات يتعلق بدعوى
ترفع بمقتضى هذا البند وفقا للطرق المنصوص عليها في البند (17/11) . ويتنازل
أطراف اتفاقية القرض واتفاقية الضمان عن أى اجراء آخر مطلوب لتسليم الاخطارات
أو الاعلانات المشار اليها .



يتم بالتراضي تسوية أى نزاع بين طرفي اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو أى ادعاء بمقتضى أى منهما بوجه من طرف ضد طرف آخر ، وفى حالة عدم الاتفاق على تسوية ، يرفع هذا النزاع أو الادعاء الى التحكيم أمام هيئة تحكيم وفقا للشروط المبينة فيما يلى :

(أ) يكون طرفا هذا التحكيم المصرف من ناحية والمقترض والضامن من ناحية أخرى .

(ب) تشكل هيئة التحكيم من ثلاثة محكمين ، يعين المصرف أحدهم ، ويعين الثانى بواسطة المقترض والضامن أو يعينه الضامن فى حالة عدم الاتفاق بينهما ، ويعين الثالث (ويسمى أحيانا فيما يلى " الحكم المرجح ") باتفاق الطرفين أو بواسطة رئيس محكمة العدل الدولية فى حالة عدم الاتفاق . وإذا لم يعين أحد الطرفين محكما ، يقوم رئيس محكمة العدل الدولية بتعيينه بناء على طلب من الطرف الاخر . وفى حالة استقالة أحد المحكمين أو وفاته أو عجزه عن العمل ، يعين خلفه وفقا لاحكام هذا البند المطبقة على تعيين المحكم الذى سبقه ، وتكون لهذا الخلف سلطات سلفه ويقوم بواجباته .

(ج) يستطيع أى طرف أن يحرك اجراءات تحكيم بمقتضى هذا البند بطريق اخطار الى الطرف الاخر . ويجب أن يتضمن هذا الاخطار عرضا لطبيعية النزاع أو الادعاء المرفوع الى التحكيم ولطبيعية الطلبات المنشودة وفحواها ، وكذلك اسم المحكم الذى عينه الطرف الطالب . ويتعين على الطرف الاخر خلال الثلاثين يوما التالية لهذا الاخطار أن يخطر الطرف الطالب باسم المحكم الذى عينه .

(د) اذا لم يتفق الطرفان على تعيين الحكم المرجح خلال الستين يوما التالية على اخطار افتتاح الدعوى ، فانه يجوز لاي طرف أن يطلب تعيينه وفقا لاحكام الفقرة (ب) من هذا البند .

(هـ) تنعقد هيئة التحكيم للمرة الاولى فى التاريخ والمكان اللذين يعينهما الحكم المرجح . وتقرر الهيئة بعد ذلك أين ومتى تعقد جلساتها .



(المادة ١٠)

القوة الملزمة لاتفاقية القرض واتفاقية الضمان - القعود عن ممارسة الحق - التكميم

البند ١/١٠ نفاذ أحكام اتفاقية العرض واتفاقية الضمان بعد الابطال
أو الالغاء أو تعجيل الاستحقاق

تظل جميع أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان معمولاً بها وتستمر في إنتاج جميع آثارها بالرغم من أي العاء أو إيقاف أو تعجيل للاستحقاق قبل حلول الاجل ، وذلك ما لم يوجد حكم مفير في البندين (٨) و (٩) .

البند ٢/١٠ القوة الملزمة

تسرى حقوق والتزامات المصرف والمقرض والضامن بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان وتكون لها قوة ملزمة طيناً لنصوص كل منهما بالرغم من أي حكم مخالف مطبق على المقرض أو على الضامن أو مضمون عليه في التشريع النافذ في أية دولة أو في أي جزء من أراضيها . ولا يجوز للمصرف أو للمقرض أو للضامن ، في أية حالة ، أن يتمسك بأن حكماً ما من هذه الشروط العامة أو من اتفاقية القرض أو من اتفاقية الضمان باطل أو ليست له قوة ملزمة لاي سبب أيا كان .

البند ٣/١٠ القعود عن ممارسة الحقوق

لا يوءثر أي تأخير أو انفعال من جانب أي من الاطراف في مباشرة أي حق أو سلطة أو حق في الرجوع يستمد من اتفاقية القرض أو من اتفاقية الضمان ، في حالة الإخلال بالتزام من جانب الطرف الآخر ، على هذا الحسب أو السلطة أو الحق في الرجوع . ولا يفسر التأخير أو الانفعال على أنه تخيل عن هذا الحق أو السلطة أو الحق في الرجوع أو على انه قبول للإخلال المشار اليه . كما أن أي اجراء يتخذ هذا الطرف أثر أي إخلال أو اثر قبوله لهذا الإخلال لا يوءثر في مباشرة حق أو سلطة أو حق في الرجوع خاص به ، ولا يفسر ذلك ، بالنسبة الى أي إخلال أثر معاصر أو لاحق .



(أ) اخلال المقرض بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقا لاتفاقية القرض أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض ، واستمرار ذلك لمدة ثلاثين يوما متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض بهذه الواقعة ؛

(ب) اخلال الضامن بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقا لاتفاقية الضمان أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والضامن ، واستمرار ذلك لمدة ثلاثين يوما متتالية بعد قيام المصرف باخطار الضامن بهذه الواقعة ؛

(ج) اخلال المقرض أو الضامن بأى التزام آخر يقع على عاتقه بمقتضى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو أية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض أو بين المصرف والضامن ، واستمرار ذلك لمدة ستين يوما متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض أو الضامن بهذه الواقعة ، حسب الحال .

(د) اذا طرأ ظرف غير عادى يجعل من المتعذر تنفيذ المشروع أو تنفيذ المقرض للالتزامات المتولدة عن اتفاقية القرض واستمرار ذلك لفترة ستين يوما متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض بهذه الواقعة ؛

(هـ) اتخاذ أى اجراء لاجل حل المقرض - اذا لم يكن دولة - أو لانتهاء نشاطه أو لايقاف عملياته ؛

(و) اذا أصبح المقرض - اذا لم يكن دولة - غير قادر على سداد ديونه فى مواعيدها ، أو اذا اتخذ تدبير أو اجراء ما أو تمت مباشرته بواسطة المقرض أو آخرين ويكون من أثره السماح بتوزيع أى عنصر من أموال المقرض بين دائنيه أو التسبب فى ذلك ؛

(ز) حدوث أية واقعة أخرى منصوص عليها فى اتفاقية القرض لاغراض هذا البند ، واستمرارها قائمة للمدة المعينة - أن وجدت - فى هذه الاتفاقية .



يوما متتابة ، أو ب) يظل فيها مبلغ من القرض بغير سحب من حساب المـسـرـقـى بعد تاريخ انتهاء الحق في السحب - أن يعلن المقرض والضامن ، بطريق خطي ، بانتهاء حق المقرض في اجراء مسحوبات بقتضى المبلغ المشار اليه ، ويلغى عندئذ المبلغ اعتبارا من ذلك الاخطار .

البند ٤/٨ أثر الالفاء أو الايقاف من جانب المصرف على المبالغ موسوع

التعهد الخاص

لايبوز للمصرف الفداء أو ايقافه المبالغ التي تكون محلا لتعهد خاص من جانبه وفقا للبند (٤/٥) ، وذلك مالم يتمس هذا التعهد الخاص شرطا مغائرا .

البند ٥/٨ أثر الالفاء على أقساط سداد القرض

يتم خصم أن الفداء بشكل نسبي من كل من أقساط سداد أصل القرض اللاحقة على تاريخ هذا الالفاء حسبما هي معينة في جدول السداد لمطابق اتفاقية القرض ، وذلك مالم يتفق المصرف والمقرض على غير ذلك .

(مادة ٩)

تعجيل الاستحقاق قبل حلول الاجل

البند ١/٩ أحوال تعجيل الاستحقاق

إذا حدثت أي من الرئاع المبينة بعد واستمرت قائمة خلال الفترة المعنية فيما يلي ، أن وجدت ، فيكون للمصرف الرخصة بإدامت هذه الواقعة مستمرة في أن يقرر ، بطريق الخطار إلى المقرض وإلى الضامن ، أن أصل القرض غير المسدد بعد واجب الأداء والسداد فورا ، وكذلك الفوائد والتكاليف المتعلقة به ، وبذلك يصبح أصل القرض المشار اليه واجب الأداء والسداد فورا وكذلك ما يتعلق به من فوائد وتكاليف :



(ب) يقوم المقترض والضامن باخطار المصرف في أقرب الاجال بأى ظرف يعرقل تقدم المشروع أو تحقيق أهداف القرض (بما فى ذلك أى زيادة شامة فى تكلفة المشروع) أو مايتعلق به من خدمات الوفاء أو تنفيذ أى من الاطراف للترامات بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان . أو بأى ظرف يهدد بعرقلة ماتقدم .

(ج) تتيح الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة لممثلى المصرف المعتمدين جميع التسهيلات المعقولة لزيارة أى جزء من أراضيها لأغراض تتصل بالقرض .

(المادة ٨)

الالفاء - الايقاف

البند ١/٨ الالفاء من جانب المقترض

يجوز للمقترض ، نظريق اخطار الى المصرف ، الغاء أى مبلغ من القرض لم يتم سحبه قبل تاريخ هذا الاحطار . ولايجوز مع ذلك للمقترض استعمال سده الرخصة بالنسبة الى أى مبلغ من القرض يكون محلا لتعهد خاص من جانب المصرف وفقا للبند (٢/٥) .

البند ٢/٨ الايقاف من جانب المصرف

١- يجوز للمصرف ، نظريق اخطار الى المقترض والى الضامن ، فى حالة حدوث أى من الوقائع المبينة بعد واستمرارها ، أن يوقف كلياً أو جزئياً حق المقترض فى إجراء مسحوبات من حساب القرض :

(أ) اخلال المقترض بالتزامات المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقاً لاتفاقية القرض أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقترض ؛



يعنى سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف المتعلقة به من أية قيود يفرضها تشريع الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة أو التشريع المعمول به على أراضيها .

حصانات المصرف وامتيازاته

(أ) تعتبر الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة جميع مستندات المصرف وسجلاته ومحفوظاته ومراسلاته وأى مستندات أخرى من ذات الطبيعة، سرية ، وتعفيها من أية رقابة وتفتيش على أراضيها .

(ب) تتمتع جميع أموال المصرف ودخله فى أراض الدولـة المقرضة أو الدولة الضامنة بالحصانة الكاملة ضد التأميم والمصادرة والحجز والحراسة .

(مادة ٧)

التعاون وتبادل المعلومات

التعاون وتبادل المعلومات

(أ) يتعاون المصرف والمقرض والضامن تعاوناً وثيقاً لضمان تحقيق أهداف القرض . ولهذا الغرض ، يقوم المصرف والمقرض والضامن ، بنـاء على طلب أى من الاطراف : (١) بتبادل وجهات النظر ، عن طريق ممثليهم ، فى شأن حالة تقدم المشروع والفوائد الناتجة عنه وتنفيذ التزامات كل طرف بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان وكذلك فى شأن أى أمر آخر يتصل بغرض القرض؛ (٢) بإمداد هذا الطرف بجميع المعلومات التى تطلب بصورة معقولة حول حالة تقدم المشروع والفوائد الناتجة عنه والوضع العام للقرض .



(٢) أى ضمان عيني يتم ترتيبه على سلع تجارية لضمان يمين يصبح مستحقا خلال عام على الأكثر بعد التاريخ الذى عقد فيه ويكون سداده واجبا بواسطة ناتج بيع هذه السلع التجارية ؛

(٣) أى ضمان عيني يتم ترتيبه أثناء السير العادى للمعاملات المصرفية ضمانا لدين يصبح مستحقا خلال عام على الأكثر بعد التاريخ الذى عقد فيه .

(ب) يقصد فى حكم هذا البند بعبارة " اموال الدولة " جميع الاموال الخاصة بالدولة المقترضة أو بالدولة الضامنة أو بأى من تقسيماتها السياسية أو الادارية ، أو الخاصة بأية هيئة تحوزها هذه الدولة أو أى من تقسيماتها أو تحت اشراف أيهما ، أو تدار لحساب هذه الدولة أو لحساب أى من تقسيماتها ، بما فى ذلك أية هيئة تباشر وظائف بنك مركزى أو صندوق تشييت صرف للدولة المشار إليها أو تباشر لاجلها وظائف مماثلة .

البند ٢/٦ الضمانات

(أ) يعفى سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف المتعلقة به من أية ضريبة ، ويتم السداد أو الدفع خالصا دون أى خصم لضرائب تحصلها الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة ، أو واجبة الاداء على أراضيها .

(ب) تدفع الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة أية ضريبة تحصل على التوقيع على اتفاقية القرض أو على اتفاقية الضمان ، أو على نشرها أو تسليمها أو تسجيلها ، أو تحصل بمناسبة ماتقدم ، وذلك بمقتضى:

(١) تشريع الدولة المقترضة أو الضامنة أو التشريع المعمول به على أراضيها ؛ أو

(٢) تشريع أى بلد يسدد القرض بعملته أو التشريع المعمول به فى هذا البلد .



تخصيص السلع

البند ٧/٥

يتعهد المقترض ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ، بأن يتم تخصيص جميع السلع الممولة بواسطة القرض فقط لتنفيذ المشروع .

دفع المصرف للمبالغ المسحوبة

البند ٨/٥

يدفع المصرف الى المقترض أو لأمره ، فقط ، المبالغ التي يكون للمقترض الحق في سحبها من حساب القرض .

(المادة ٦)

مرتبة أولوية القرض - الضرائب والقيود

حصانات المصرف وامتيازاته

مرتبة أولوية القرض

البند ١/٦

(أ) لا يتمتع أي دين خارجي آخر ، حسبما اتفق المصرف والدولة المقترضة أو الدولة الضامنة ، بمرتبة أولوية بالنسبة الى القرض بسبب ضمان المصرف على غير ذلك ، تتعهد الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة بأن أي ضمان عيني يتم ترتيبه على أي من أموالها ضمانا لاي دين خارجي ، يضمن تلقائيا وبلا مقابل لاجل المصرف ، بذات المرتبة والقدر ، أصل القرض والفوائد والتكاليف الاخرى المتعلقة به ، وبأن يتم النص على أحكام صريحة في هذا الشأن وقت ترتيب الضمان العيني المشار اليه . ولا تسرى مع ذلك الاحكام السابقة على :

(١) أي ضمان عيني يتم ترتيبه على مال وقت شرائه ، لمجرد

ضمان الوفاء بتمن شراء هذا المال ؛



طلب السحب أو التعهد الخاص

البند ٣/٥

يقدم المقترض الى المصرف طلبا كتابيا مكتسبا الشكل ومتضمنا مايلزم من بيانات وتعهدات ، حسبما يطلب المصرف بصورة معقولة ، وذلك عندما يرغب المقترض في سحب مبلغ من حساب القرض أو في أن يطلب السحب من المصرف عند تعهد خاص طبقا للبند ٢/٥ . ويجب أن تقدم دون تأخير طلبات السحب مصحوبة بجميع المستندات المطلوبة بمقتضى هذه المادة أولا بأول حسب المصروفات المتعلقة بالمشروع ، وذلك ما لم يتفق المصرف والمقترض على غير ذلك .

الأدلة الموعودة

البند ٤/٥

يقدم المقترض الى المصرف تدعيما لكل طلب سحب ، أية مستندات وأدلة أخرى موعودة يطلبها المصرف بصورة معقولة ، سواء قبل السماح بإجراء السحب موضوع هذا الطلب أو بعد ذلك .

كفاية الطلبات وما يقدم من مستندات تدعيما لها

البند ٥/٥

يجب أن تكون طلبات السحب والمستندات والأدلة الأخرى الموعودة والمقدمة تدعيما لها ، كافية من حيث الشكل والمضمون لتثبت للمصرف بأنه يحق للمقترض أن يسحب من حساب القرض المبالغ المطلوبة وبأن هذه المبالغ لن تستخدم إلا في الأغراض المنصوص عليها في اتفاقية القرض .

تخصيص أموال القرض والحصول على السلع

البند ٦/٥

يلتزم المقترض بتخصيص أموال القرض فقط لسداد التكلفة المعقولة للسلع اللازمة لتنفيذ المشروع ، ويكون الحصول على هذه السلع ، ما لم يوافق المصرف على غير ذلك ، طبقا للقواعد والإجراءات المقررة لدى المصرف في هذا الشأن .



(مادة ٥)

سحب أموال القرض واستخدامها

السحب من حساب القرض

البند ١/٥

(أ) يحق للمقترض أن يسحب من حساب القرض المبالغ التي تم انفاقها من أجل المشروع أو - إذا وافق المصرف على ذلك - المبالغ اللازمة لتسوية مصروفات سيتم انفاقها لهذا الغرض ، وذلك طبقاً لاحكام اتفاقية القرض وهذه الشروط العامة ووفقاً للقواعد والاجراءات التي يحددها المصرف .

(ب) لا يتم أى سحب من أموال القرض لتمويل :

- (١) مصروفات سابقة على تاريخ توقيع اتفاقية القرض ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ؛
- (٢) سلع تشتري بعملة الدولة المقترضة أو بعملة الدولة التي ينفذ فيها المشروع ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ؛
- (٣) ضرائب ، سواء على نحو مباشر أو غير مباشر ، تفرض بواسطة الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة ، أو واجبة الاداء على أراضيها أو فى دولة مقر المقترض أو الضامن أو فى الدولة التي ينفذ فيها المشروع على سلع أو خدمات ، أو على استيراد هذه السلع أو الخدمات أو على تصنيعها أو انتاجها أو الحصول عليها أو توريدها .

التعهدات الخاصة من جانب المصرف

البند ٢/٥

يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقترض ووفقاً للشروط التي يتفق عليها بين المصرف والمقترض ، أن يعقد كتابة تعهدات خاصة تلزمه بأن يدفع الى المقترض أو الى آخرين بعض مبالغ مخصصة لتغطية تكلفة سلع يتعين تمويلها بمقتضى اتفاقية القرض ، وذلك على الرغم من أى ايقاف أو الفساء فى أى وقت لاحق بواسطة المصرف أو المقترض .



(مادة ٤)

أحكام خاصة بالعملية

البند ١/٤

العملة التي تتم بها العمليات المالية

(أ) يتم حساب جميع العمليات المالية التي تجرى بناء على اتفاقية القرض بالدولار . كما يتم السحب من حساب القرض وكذلك سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف الأخرى المتعلقة به بالدولار .

(ب) يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقرض وبوصفه وكيلًا عنه ، إذا كانت المصروفات التي يتعين تمويلها بواسطة أموال سحب معينين وفقا لاتفاقية القرض قد دفعت أو كانت واجبة الدفع بعملة أخرى غير الدولار ، أن يشتري بدولارات مبلغ هذه العملة الأخرى اللازم لتسوية المصروفات المشارة إليها . ويعتبر المبلغ الذي دفعه المصرف بالدولارات في سبيل ذلك الشراء مسحوبا من أموال القرض .

(ج) يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقرض وبوصفه وكيلًا عنه ، أن يشتري الدولارات التي يحتاج إليها المقرض لسداد أصل القرض أو لدفع الفوائد والتكاليف الأخرى الواجبة الأداء طبقا لاتفاقية القرض وذلك بشرط أن يدفع المقرض للمصرف المبالغ اللازمة لهذا الشراء بعملة أو بعملة يقبلها المصرف . ولا يعتبر هذا السداد أو الدفع قد تم طبقا لاحكام اتفاقية القرض الا في التاريخ الذي يتسلم فيه المصرف فعلا تلك الدولارات وبمقدار ما يتسلمه منها .

البند ٢/٤

تحديد قيمة العملة

يقوم المصرف بتحديد سقابل قيمة عملة ما بالنسبة الى عملة أخرى وفقا لسعر الصرف السائد في تاريخ تحديد هذا المقابل ، وذلك كلما كان تحديده ضروريا لغراض تطبيق اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان .



تكلفة الالتزام الاضافية

البند ٤/٣

يدفع المقرض تكلفة التزام اضافية بسعر نصف من واحد في المائة (١/٢ من ١ %) سنويا على أصل أى تعهد خاص ، لم يتم سداه بعد ، يعتدده المصرف بناء على طلب المقرض طبقا للبند (٤/٥) .

حساب الفوائد والتكاليف

البند ٥/٣

تحسب الفوائد والتكاليف بالنسبة الى أية فترة تقل عن سنة على أساس سنة مكونة من ٣٦٠ يوما مقسمة الى اثني عشر شهرا ، ويتكون كل شهر من ثلاثين يوما .

السداد

البند ٦/٣

(أ) يسدد المقرض أصل القرض المسحوب من حساب القرض طبقا لجدول السداد الملحق باتفاقية القرض .

(ب) يحق للمقرض ، بشروط دفع جميع الفوائد والتكاليف الاخرى المستحقة ، أن يسدد معجلا قبل مواعيد الاستحقاق (أ) المبلغ الكلى لاصل القرض المسحوب وغير المسدد بعد ، أو (ب) المبلغ الكلى للاصل الواجب الاداء يومه تسطا أو أكثر من أقساط السداد ، بشرط ألا يوجد في تاريخ هذا السداد المعجل أى جزء من القرض لم يسدد بعد ويكون استحقاقه لاحقا على الجزء محل السداد المعجل .

مكمان الوفاء

البند ٧/٣

يكون سداد أصل القرض وكذلك دفع الفوائد والتكاليف المتعلقة به في الاماكن التي يعينها المصرف بصورة معقولة .



الاحالة

البند ٢/٢

تكون المواد والبنود المحال عليها في هذه الشروط العامة دون تحديد آخر هي مواد بنود هذه الشروط العامة .

عناوين المواد والبنود

البند ٣/٢

تم ادراج عناوين المواد والبنود وقائمة المحتويات في هذه الشروط العامة تيسيرا للرجوع اليها ، ولاتعد هذه أو تلك جزءا منها .

(مادة ٣)

حساب القرض - الفوائد والتكاليف الاخرى - السداد - مكان الوفاء

حساب القرض

البند ١/٣

يقتد في حساب القرض مبلغ القرض الذي يجوز للمقرض سحب من هذا الحساب طبقا لاحكام اتفاقية القرض وندد الشروط العامة ووفقا للاجراءات التي يعينها المصرف .

الفوائد

البند ٢/٣

يدفع المقرض فوائد بالسعر المنصوص عليه في اتفاقية القرض على المبالغ المسحوبة من حساب القرض وغير المسددة بعد . ويبدأ سريان هذه الفوائد ، بالنسبة الى كل مبلغ ، من تاريخ سحبه .

تكلفة الالتزام

البند ٣/٣



* أقيت تكلفة الالتزام بموجب قرار سجل في الاداره رقم ١٣ بتاريخ ١٩ يونيو ١٩٨٩

يعنى المشروع أو البرنامج الذى منح
القرض من أجله ، وكذلك الخدمات
والدراسات المتعلقة به . حسبما هو
موضح فى اتفاقية القرض ، بما فى ذلك
التعديلات التى قد ترد على وصف هذا
المشروع أو البرنامج باتفاق بين
المصرف والمقترض ؛

يعنى المواد والمهمات والأشغال
والخدمات الأخرى اللازمة للمشروع . وكلما
تمت الإشارة الى تكلفة أى من هذه
السلع ، فان هذه التكلفة تعد شاملة
لتكلفة استيرادها الى أراضى الدولة
المقترضة أو أراضى الدولة التى ينفذ
فيها المشروع ؛

تعنى التاريخ الذى تدخل فيه كل من
اتفاقية القرض واتفاقية الضمان
التنفيذ وتصبحا معمولاً بهما طبقاً
للبنـد (٣/١٢) ؛

تعنى الحساب الذى يفتحه المصرف فى
دفاـتره باسم المقترض والذى يُقيد فيه
مبلغ القرض ؛

يعنى الضرائب والاستقطاعات والرسوم
مقابل الخدمات والرسوم أى كانت
طبيعتها ، المعمول بها فى تاريخ
اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان
أو التى تفرض بعد ذلك ؛

يعنى الرهون الرسمية والحيازية وحقوق
الاختصاص والامتياز وحقوق الأولوية من
أى نوع ؛

تعنى التاريخ المعين فى اتفاقية القرض
والذى يجوز للمصرف اعتباره منه ، بطريق
إخطار الى المقترض ، انهاء حقه فى
أن يسحب من حساب القرض أى مبلغ
لم يكن قد تم سحبه بعد من هذا
الحساب .

(٨) مصطلح " مشروع "

(٩) مصطلح " سلع "

(١٠) عبارة " تاريخ النفاذ "

(١١) عبارة " حساب القرض "

(١٢) مصطلح " ضرائب "

(١٣) مصطلح " ضمان عينى "

(١٤) عبارة " تاريخ انتهاء الحق
فى السحب "



(مادة ٢)

تعريف

تعريف

البند ١/٢

يكون للمصطلحات والتعريفات التالية ، كلما تم استخدامها في هذه الشروط العامة ، المعاني المبينة بعد ، وذلك ما لم يقتض السياق تفسيراً آخر :

- (١) مصطلح " مصرف " يعني المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في أفريقيا ؛
- (٢) عبارة " اتفاقية قرض " تعني اتفاقية القرض ، حسبما تعدل عند الاقتضاء ، التي تتعلق عليها هذه الشروط العامة . وتعني أيضا هذه الشروط العامة حسبما نص على تطبيقها ، وجميع الاتفاقات المكملة لاتفاقية القرض وكافة ملاحق هذه الاتفاقية ؛
- (٣) مصطلح " قرض " يعني القرض موضوع اتفاقية القرض ؛
- (٤) مصطلح " دولة مقترضة " أو " مقترض " يعني طرف اتفاقية القرض الذي يقدم له القرض ؛
- (٥) عبارة " اتفاقية ضمان " تعني الاتفاقية المعقودة لضمان القرض بين المصرف ودولة أو أية هيئة ، حسبما تعدل عند الاقتضاء ، والتي تنطبق عليها هذه الشروط العامة . وتعني أيضا هذه الشروط العامة حسبما نص على تطبيقها ، وجميع الاتفاقات المكملة لاتفاقية الضمان وكافة ملاحق هذه الاتفاقية ؛
- (٦) مصطلح " دولة ضامنة " أو " ضامن " يعني الدولة أو الهيئة التي تكون طرفاً في اتفاقية الضمان ؛
- (٧) مصطلح " دولار " والرمز " \$ " يعنيان عملة الولايات المتحدة ؛



الشروط العامة
لاتفاقيات القروض والضمان

بتاريخ ٢٨ أكتوبر ١٩٧٩

(مائة)

تطبيق الشروط العامة

تطبيق الشروط العامة على اتفاقيات القروض والضمان

البند ١/١

تتضمن هذه الشروط العامة الاحكام التى تطبيق على القروض التى يمنحها المصرف ، وتنطبق على جميع اتفاقيات القروض واتفاقيات الضمان التى تعقد بمناسبة القروض المشار اليها ، وذلك فى النطاق المنصوص عليه فى هذه الاتفاقيات ومع مراعاة ما تنص عليه من تعديلات . ولا تطبيق مع ذلك أحكام هذه الشروط العامة بالقدر الذى تشير فيه الى " الدولة الضامنة " و " الضامن " و " اتفاقية الضمان " متى كان القرض ممنوحا الى احدى الدول .

التعارض مع اتفاقيات القروض والضمان

البند ٢/١

يغلب أى حكم وارد فى اتفاقية قرض أوفى اتفاقية ضمان - حسب الحال - فى حالة تعارضه مع حكم من أحكام هذه الشروط العامة .



(ج)

المصدر	الموضوع	رقم المادة
		<u>مادة (١٠)</u>
١٦	القوة الملزمة لاتفاقية القرض واتفاقية الضمان - القسود عن ممارسة الحق - التحكيم	البند ١/١٠
١٦	نفاذ أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بعد الايقاف أو الالغاء أو تعجيل الاستحقاق	البند ٢/١٠
١٦	القوة الملزمة	البند ٣/١٠
١٦	القسود عن ممارسة الحق	البند ٤/١٠
١٧	التحكيم	
١٩	أحكام متنوعة	<u>مادة (١١)</u>
١٩	الانظارات والطلبات	البند ١/١١
١٩	الادلة المثبتة لصلاحية التصرف نيابة عن المقترض والضمان	البند ٢/١١
١٩	تمثيل المقترض أو الضمان	البند ٣/١١
		<u>مادة (١٢)</u>
٢٠	تاريخ النفاذ - الانتهاء	البند ١/١٢
٢٠	الشروط السابقة على نفاذ اتفاقية القرض واتفاقية الضمان	البند ٢/١٢
٢٠	القوانين القانونية أو الشهاديات	البند ٣/١٢
٢١	تاريخ النفاذ	البند ٤/١٢
٢١	انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان لعدم النفاذ	البند ٥/١٢
٢٢	انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بتمام السداد	



(ب)

الصفحة	الموضوع	رقم المادة
٧	سحب أموال القرض واستخدامها	مادة (٥)
٧	السحب من حساب القرض	البند ١/٥
٧	التعهدات الخاصة من جانب المصروف	البند ٢/٥
٨	طلب السحب أو التعهد الخاص	البند ٣/٥
٨	الأدلة المؤيِّدة	البند ٤/٥
٨	كفاية الطلبات وما يقدم من مستندات تدعيمها	البند ٥/٥
٨	تخصيص أموال القرض والحصول على السلف	البند ٦/٥
٩	تخصيص السلف	البند ٧/٥
٩	دفع المصروف للمبالغ المسحوبة	البند ٨/٥
٩	مرتبة أولوية القرض - الضرائب والقيود	مادة (٦)
٩	حصانات المصروف وامتيازاته	البند ١/٦
٩	مرتبة أولوية القرض	البند ٢/٦
١٠	الضرائب	البند ٣/٦
١١	القيود	البند ٤/٦
١١	حصانات المصروف وامتيازاته	مادة (٧)
١١	التعاون وتبادل المعلومات	البند ١/٧
١١	التعاون وتبادل المعلومات	مادة (٨)
١٢	الالغاء - الايقاف	البند ١/٨
١٢	الالغاء من جانب المقترض	البند ٢/٨
١٢	الاييقاف من جانب المصروف	البند ٣/٨
١٣	الالغاء من جانب المصروف	البند ٤/٨
١٤	أثر الالغاء أو الايقاف من جانب المصروف	البند ٥/٨
١٤	على المبالغ موضوع التعهد الخاص	مادة (٩)
١٤	أثر الالغاء على أقساط سداد القرض	البند ١/٩
١٤	تعبيل الاستحقاق قبل حلول الاجل	
١٤	أحوال تعبيل الاستحقاق	



المصرف العربي للتنمية الاقتصادية

في أفريقيا

(أ)

الشروط العامة
لاتفاقيات القروض والضمان

قائمة المحتويات

=====

الصفحة	الموضوع	رقم المادة
1	تطبيق الشروط العامة	مادة (1)
1	تطبيق الشروط العامة على اتفاقيات القروض والضمان	البند 1/1
1	التعارض مع اتفاقيات القروض والضمان	البند 2/1
2	تعريف	مادة (2)
2	تعريف	البند 1/2
4	الأحالة	البند 2/2
4	مساوئيل المواد والبنود	البند 3/2
4	حساب القرض - الفوائد والتكاليف الاخرى - السداد - ميثاق الوفاء	مادة (3)
4	حساب القرض	البند 1/3
4	الفوائد	البند 2/3
4	تكلفة الالتزام الاضمان	البند 3/3
5	تكلفة الالتزام الاضمان	البند 4/3
5	حساب الفوائد والتكاليف	البند 5/3
5	السداد	البند 6/3
5	ميثاق الوفاء	البند 7/3
6	أحكام خاصة بالعملية	مادة (4)
6	العملة التي تتم بها العمليات المالية	البند 1/4
6	تحديد قيمة العملة	البند 2/4

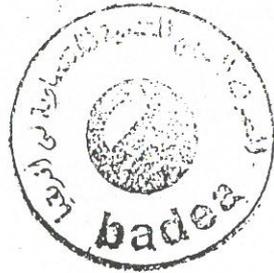


المصرف العربي للتنمية الاقتصادية

في أفريقيا

الشروط العامة
لاتفاقيات القروض والضمان

٢٨ أكتوبر ١٩٧٦



ملحق "ب"

الحصول على السلع والخدمات

(1) ما لم يوافق المصرف على غير ذلك، يتم استجلاب السلع والخدمات على النحو التالي:

- تنفيذ الأعمال المدنية من خلال مناقصة عالمية مفتوحة وفقاً لإجراءات المصرف،
- الخدمات الاستشارية من خلال قائمة مختصرة من مكاتب استشارية عربية وأفريقية أو عربية إفريقية مشتركة،
- توفير شاحنتي شطف والتجهيزات والمعدات لدعم مصالح توفير مياه الشرب والصرف الصحي من خلال مناقصة عالمية مفتوحة،
- توفير وسيلة النقل وأجهزة الحاسوب وملحقاتها وماكينات التصوير والاثاث المكتبي لدعم الوحدة عن طريق وكلاء وموردين محليين معتمدين،
- تدقيق الحسابات السنوية للمشروع من خلال قائمة مختصرة من مكاتب تدقيق محلية معترف بها،
- تنظيم ورشتي انطلاق المشروع والتقييم نصف المرهلي عن طريق وكالات متخصصة وفقاً لإجراءات المصرف.

(2) يقدم المقترض إلى المصرف، للموافقة المسبقة، جميع العقود والأوامر المقترحة للحصول على السلع والخدمات الواجب تمويلها من القرض.



ملحق "أ"

السلع والخدمات الممولة وتخصيص قرض المصرف

أ- يبين الجدول التالي أنواع السلع والخدمات الممولة بواسطة القرض، ومبلغ القرض المخصص لكل نوع، والنسبة المئوية الممولة للمصروفات.

نسبة التمويل من إجمالي تكاليف البند	المبلغ المخصص (مبينا بالدولار)	البند
% 87.4	7,690,000	(1) الأعمال المدنية لمنشآت امداد مياه الشرب والصرف الصحي
%100	800,000	(2) الخدمات الاستشارية
%100	300,000	(3) دعم المصالح المستقلة لمياه الشرب والصرف الصحي فيما يخص توفير شاحنتي شفط والتجهيزات
%100	70,000	(4) دعم الوحدة (سيارة Pick up ومعدات إعلامية)
%100	60,000	(5) تدقيق الحسابات السنوية،
%100	30,000	(6) تنظيم ورشتي انطلاق المشروع والتقييم نصف المرهلي
-	1,050,000	(7) غير مخصص
	10,000,000	الإجمالي

ب) لا تجاوز النسبة المئوية لإسهام المصرف في تمويل البنود أعلاه، النسبة المبينة قرين كل من هذه البنود ما لم يوافق المصرف على خلاف ذلك.

ج) يجوز للمصرف بموجب إخطار إلى المقترض أن يعيد تخصيص (i) أي مبلغ من البند 7 (غير مخصص) لأي من البنود (1) إلى (6) وذلك في الحدود التي يكون فيها هذا المبلغ لازماً لتسوية مصروفات تتم بمقتضى ذلك البند، و(ii) أي مبلغ من البنود (1) إلى (6) لأي بند آخر منها وذلك في الحدود التي يكون فيها هذا المبلغ غير لازم لتسوية مصروفات البند الأول ولكنه لازم لتسوية مصروفات تتم بمقتضى البند الآخر.



13 دعم المصالح المستقلة لمياه الشرب والصرف الصحي، ويشمل:

1. إعادة إعمار مقر المصلحة المستقلة للمياه والصرف الصحي بمدينة "بول"،
 2. تحديث البيانات وإعداد السجلات للمشاركين للمدن الثلاثة، ويشمل مسح ميداني ومعالجة المعطيات واقتناء برامج لإدارة العملاء وتوفير التجهيزات المعلوماتية،
 3. توفير شاحنتي شفط (Camions hydro-cureurs) لمصالح الصرف الصحي، وتوفير مخزون من المعدات والاجهزة والأدوات اللازمة لصيانة وتشغيل منشآت المياه والصرف الصحي.
- 14 دعم الوحدة، ويشمل تغطية الأجور والنفقات الإدارية لوحدة متابعة تنفيذ المشروع، بالإضافة إلى توفير سيارة Pick up و معدات إعلامية (4 أجهزة حاسوب وملحقاتها وماكينة تصوير مكتبية ومساحة ضوئية "Scanner").
- 15 تدقيق الحسابات السنوية للمشروع.
- 16 تنظيم ورشتي انطلاق المشروع والتقييم نصف المرحلي.

من المتوقع أن يكتمل تنفيذ المشروع في مارس 2022.



2. توفير وتركيب 21 منظومة لتعقيم مياه الآبار في المناطق الريفية.

- محلية "رييرا جراند"

1. إعادة إعمار 3 خزانات، وتوفير وتركيب حوالي 3,000 توصيلة منزلية،
2. توفير وتركيب 9 منظومات لتعقيم المياه الجوفية.

- محلية "بول"

3. توفير وتركيب حوالي 2,000 توصيلة منزلية.

(ب) منشآت الصرف الصحي لمدينة "بورتونوفو" وتشمل:

1. توسعة شبكة الصرف الصحي بطول حوالي 12 كيلومتر من مادة PVC وبقطر 200 ملم،
2. انشاء حوالي 305 توصيلة منزلية،
3. تشييد وتجهيز محطتين لرفع المياه المستعملة إلى محطة المعالجة (15 و 45 لتر/الثانية)،
4. توريد وتركيب خط رئيسي لنقل المياه المستعملة من محطتي الرفع إلى محطة المعالجة بطول إجمالي يقدر بحوالي 8 كيلومترات من مادة PVC وبأقطار تتراوح بين 110 و 315 ملم،
5. تشييد محطة للمعالجة الطبيعية "Lagunage" للمياه المنزلية المستعملة وتبلغ سعتها 400 متر مكعب في اليوم وربطها بالشبكة الكهربائية،
6. إنشاء حوالي 200 حوض تحليل منزلي (fosses septiques) في المناطق الريفية.

12 الخدمات الاستشارية وتشمل إعداد الدراسات التفصيلية ووثائق المناقصات ودراسة الآثار البيئية والاجتماعية ومساعدة الجهة المنفذة في تقييم العروض والإشراف على تنفيذ الأعمال وإعداد تقرير اكتمال تنفيذ المشروع.



ملحق " 2 "وصف المشروع(أ) أهداف المشروع

يهدف المشروع إلى تحسين الظروف الصحية والمعيشية لسكان الجزيرة وتخفيف حدة الفقر من خلال تحسين كفاءة منظومة توزيع مياه الشرب على مستوى الجزيرة عبر الحد من فاقد المياه في الشبكة وضمان جودتها، وتوسيع شبكة الصرف الصحي بمدينة "بورتو نوفو" والحد من تلويث مياه البحر عبر إنشاء محطة للمعالجة. هذا بالإضافة إلى تحسين أداء خدمة إمدادات مياه الشرب والصرف من خلال دعم المصالح المستقلة لتوفير مياه الشرب والصرف الصحي بالجزيرة.

(ب) وصف ومكونات المشروع

تقع منطقة المشروع في جزيرة "سانت أنتاوا" وهي ثاني أكبر جزيرة بعد "سانتياغو" حيث تبلغ مساحتها حوالي 779 كلم مربع (19.3% من المساحة الاجمالية لجزر الأرخيبيل). تنقسم الجزيرة إدارياً إلى 3 محليات تمثل كل من مدينة "بورتونوفو - Porto Novo"، و"ريبييرا جراندا - Ribeira Grande"، و"بول - Paul" المحليات الرئيسية بكل منها. وتغطي مساحتها على التوالي ما يقارب 74% و 21% و 5% من مساحة الجزيرة. ويقطن بالجزيرة حالياً حوالي 40 ألف نسمة.

يشتمل المشروع على المكونات الرئيسية التالية :

1/ الأعمال المدنية لمنشآت امداد مياه الشرب والصرف الصحي، وتشمل:

(أ) منشآت إمداد مياه الشرب- محلية بورتونوفو

1. إعادة إعمار شبكة نقل وتوزيع مياه الشرب، وتشمل توريد وتركيب حوالي 25 كيلومتر أنابيب من مادة PEHD وبأقطار تتراوح بين 63 و 110 مم، وتشبيد خزان أرضي بسعة 300 متر مكعب، وإعادة إعمار حوالي 3500 توصيلة منزلية و 5 خزانات،



ملحق "1"

جدول السداد

مشروع إمداد مياه الشرب و الصرف الصحي بجزيرة "سانت أنتاوا" - المرحلة الأولى -

- جمهورية الرأس الأخضر -

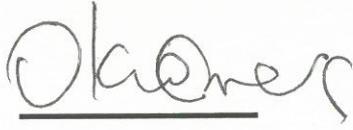
سداد أصل القرض (مبينا بالدولارات)	الأقساط
205,000.00	.1
207,000.00	.2
209,000.00	.3
211,000.00	.4
213,000.00	.5
215,000.00	.6
217,000.00	.7
219,000.00	.8
222,000.00	.9
224,000.00	.10
226,000.00	.11
228,000.00	.12
231,000.00	.13
233,000.00	.14
235,000.00	.15
238,000.00	.16
240,000.00	.17
242,000.00	.18
245,000.00	.19
247,000.00	.20
250,000.00	.21
252,000.00	.22
255,000.00	.23
257,000.00	.24
260,000.00	.25
262,000.00	.26
265,000.00	.27
268,000.00	.28
270,000.00	.29
273,000.00	.30
276,000.00	.31
279,000.00	.32
281,000.00	.33
284,000.00	.34
287,000.00	.35
290,000.00	.36
293,000.00	.37
296,000.00	.38
299,000.00	.39
296,000.00	.40



وإثباتاً لما تقدم، قام طرفا هذه الاتفاقية، بواسطة ممثليهما المفوضين لهذا الغرض تفويضاً صحيحاً، بالتوقيع على هذه الاتفاقية في واشنطن في اليوم والشهر والسنة المبينين آنفاً.

وقد حررت هذه الاتفاقية من نسختين بالعربية والفرنسية، والنص الفرنسي مطابق للنص العربي، والنص العربي وحده هو النص الرسمي.

جمهورية الرأس الاخضر



أولافو كوريا

نائب رئيس الوزراء

و وزير المالية



المصرف العربي للتنمية

الاقتصادية في أفريقيا



معالي المهندس / يوسف بن إبراهيم البسام

رئيس مجلس الإدارة



اتفاقية قرض

مشروع إمداد مياه الشرب والصرف الصحي بجزيرة "سانت أنتاو"

(المرحلة الأولى)

بين

جمهورية الرأس الأخضر

و

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية

في افريقيا



بتاريخ أبريل 2018



مادة (7)**تمثيل المقترض - العناوين**

البند 1ر7 يكون ممثل المقترض هو وزيره للمالية وذلك لأغراض تطبيق البند (1ر11) من الشروط العامة.

البند 2ر7 تمّ تعيين العناوين التالية لأغراض تطبيق البند (1ر11) من الشروط العامة:

بالنسبة إلى المقترض:

وزارة المالية

طريق أميلكار كابرال - ص.ب 30 برايا

جمهورية الرأس الأخضر

الهاتف : 2607431-2607630-9914592-2607513- 2607500 (+238)

الفاكس : 267532 - 2615844 - 2613897 (+238)

بريد الكتروني: lara.melo@mf.gov.cv - carla.cruz@mf.gov.cv**بالنسبة إلى المصرف**

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في أفريقيا

ص.ب. رقم 2640 - الخرطوم 11111

جمهورية السودان

هاتف: 773709 / 773646 (249-183)

فاكس: 770600 / 770498 (249-183)

البريد الالكتروني: badea@badea.org

مادة (6)تاريخ النفاذ - الانتهاء

البند 1.6 يكون نفاذ اتفاقية القرض معلقا على الشروط التالية وذلك وفقا لأحكام البند (1-12-ب) من الشروط العامة :

- التوقيع على بروتوكول التعاون المؤسسي وفقا للبند (3ر1) من هذه الاتفاقية.
- إنشاء الوحدة وفقا للبند (3ر2) من هذه الاتفاقية.

البند 2.6 تدخل اتفاقية القرض حيز التنفيذ في التاريخ الذي يرسل فيه المصرف الى المقترض برسالة الكترونية أو فاكس، اخطارا بقبوله الأدلة المقدمة وفقا للبند (1ر12) من الشروط العامة.

البند 3.6 تمّ تعيين تاريخ 31 أكتوبر 2018 لأغراض تطبيق البند (4ر12) من الشروط العامة.



البند 5ر2 تم أيضاً تعيين الوقائع المبينة بعد لأغراض تطبيق البند (19ر1) من الشروط العامة وذلك وفقاً لأحكام الفقرة (ز) منه:

(أ) إذا حدثت إحدى الوقائع المبينة في الفقرتين (أ) و(ب) من البند (1ر1) من هذه الاتفاقية، واستمرت خلال ستين يوماً بعد قيام المصرف بإخطار المقترض؛

(ب) إذا حدثت أي من الوقائع المبينة في الفقرة (ب) و (ج . 1 . ب) من البند (1ر1) من هذه الاتفاقية وذلك مع مراعاة أحكام الفقرة (ج . 2) من البند المشار إليه.



مادة (5)**الإيقاف وتعجيل الاستحقاق قبل حلول الأجل**

البند 15 تمّ أيضاً تعيين الوقائع المبينة بعد لأغراض تطبيق البند (2.8) من الشروط العامة وذلك وفقاً لأحكام الفقرة (1. ز) منه:

- (أ) اتخاذ المقرض أو أية سلطة مختصة أي إجراء لحل الوكالة أو تصفيتها أو إنهاء نشاطاتها أو إيقاف عملياتها، وذلك ما لم يتخذ المقرض جميع التدابير اللازمة التي يعتبرها المصرف مرضية ومقبولة للسهر على تنفيذ جميع الالتزامات المنصوص عليها في هذه الاتفاقية؛
- (ب) إذا حدث تعديل هام في النظام الأساسي للوكالة أو في أي من أحكامه أو في طبيعة الوكالة أو إدارتها، وكان من شأن هذا التعديل، في رأي المصرف، الإخلال بحقوقه المتولدة عن هذه الاتفاقية أو بقدرة الوكالة على تنفيذ المشروع أو على استغلال إنشائها.

(ج) (1) مع مراعاة أحكام الفقرة (2) من هذا البند:

- (أ) إذا أوقف حق المقرض أو الوكالة أو ألغي، كلياً أو جزئياً، في سحب الأموال الناتجة من أي منحة أو قرض آخر ممنوح له أو للوكالة لتمويل المشروع، أو إذا أنهى هذا الحق كلياً أو جزئياً، وذلك طبقاً لأحكام الاتفاقية المانحة لهذا القرض أو المنحة؛ أو
- (ب) إذا أصبح هذا القرض مستحقاً وواجب الأداء قبل موعد الاستحقاق المنصوص عليه في الاتفاقية.

- (2) لا تطبق الفقرة (ج-1) من هذا البند إذا أثبت المقرض بما يقنع المصرف (أ) أن هذا الإيقاف أو الإلغاء أو الإنهاء أو تعجيل الاستحقاق قبل حلول الأجل لا يرجع إلى إخلال أي من المقرض أو الوكالة بالتزاماته بمقتضى الاتفاقية المشار إليها، و (ب) أن أيّاً من المقرض أو الوكالة يستطيع الحصول من مصادر أخرى على أموال كافية لتنفيذ المشروع بشروط تمكن المقرض أو الوكالة من تنفيذ التزاماته بمقتضى هذه الاتفاقية.



البند 7.4 يتعهد المقترض بأن تقوم الوكالة (1) بمسك محاسبة منفصلة للمشروع؛ و (2) مراجعة حساباتها وبيانات أحوالها المالية كل سنة (موازناتها وحسابات التشغيل والأرباح والخسائر وما يتعلق بها من بيانات) وذلك بواسطة مراجعين حسابيين مستقلين من ذوي الاختصاص المشهود به وفقاً لمبادئ المراجعة الحسابية المتعارف عليها؛ و(3) بموافاة المصرف في أقرب الآجال، وفي جميع الأحوال في موعد أقصاه ستة أشهر بعد انتهاء السنة المالية (أ) بصور مشهود بمطابقتها لحساباتها وبيانات أحوالها المالية التي تمت مراجعتها و(ب) بتقرير للمراجعين الحسابيين المشار إليهم متضمناً من المحتوى والتفاصيل ما يعده المصرف مرضياً؛ و(4) بموافاة المصرف بما قد يطلبه في حدود المعقول من معلومات أخرى تتعلق بحسابات الوكالة وبيانات أحوالها المالية وبمراجعة هذه الحسابات والبيانات.

البند 8.4 يتعهد المقترض بأن تقوم الوكالة والإدارة بإعداد و تنفيذ برامج تدريبية لفائدة العاملين متخصصة في مجال تسيير وإدارة مشاريع إمداد مياه الشرب والصرف الصحي.

البند 9.4 يتعهد المقترض بأن تقوم الوكالة باتخاذ جميع التدابير الضرورية للحصول عند الاقتضاء على أية أراضي وحقوق عقارية لازمة لتنفيذ المشروع.

البند 10.4 يتعهد المقترض بأن تقوم الوكالة باتخاذ كل التدابير اللازمة والمناسبة للحيلولة دون حدوث الآثار الضارة المحتملة للمشروع على البيئة أثناء التنفيذ وكذلك الإستغلال وبأن يتضمن عقد الأشغال الخاص بالمشروع النص على التزام المقاول بذلك.



مادة (4)**أحكام خاصة**

البند 1.4 يعمل المقترض على أن تقوم الوكالة باتخاذ كل الإجراءات الضرورية ليتم استغلال وصيانة إنشائها وتجهيزاتها وأدواتها والأموال الأخرى اللازمة أو المفيدة لاستغلال المشروع أو لعملياتها طبقاً للأساليب الفنية والمالية والإدارية الملائمة وبشكل يحقق أقصى فاعلية لمجموع عمليات الوكالة.

البند 2.4 يعمل المقترض على أن تدير الوكالة شؤونها وأن تصون مركزها المالي وأن توجه عملياتها وفقاً لأساليب إدارية ومالية وفنية ملائمة وتحت قيادة إدارة كفاءة وموظفين أصحاب كفاءة وخبرة.

البند 3.4 يتعهد المقترض بأن تقوم المصالح المستقلة باتخاذ كل الإجراءات اللازمة لاستغلال وصيانة المنشآت والتجهيزات والأدوات والأصول الأخرى اللازمة أو المفيدة لاستغلال المشروع أو لعملياته طبقاً للأساليب الفنية والمالية والإدارية الملائمة وأن تخصص في ميزانيتها السنوية الاعتمادات المالية اللازمة لهذا الغرض.

البند 4.4 يعمل المقترض على أن تعقد الوكالة تأميناً ضد جميع الأخطار المرتبطة بالمشروع لدى مؤمنين حائزين على الثقة، وأن يتم الإبقاء عليه مستمراً خلال تنفيذ المشروع، وذلك مقابل أية مبالغ تتفق والعرف التجاري.

البند 5.4 يقوم المقترض بإخطار المصرف بأي إجراء مرتقب قد يكون من أثره تغيير طبيعة الوكالة أو إدارتها، ويتيح المقترض للمصرف كل إمكانية معقولة لتبادل وجهات النظر معه حول هذا الموضوع قبل اتخاذ ذلك الإجراء.

البند 6.4 يتخذ المقترض، دون إخلال بالتزاماته بمقتضى هذه الاتفاقية، أو يعمل على اتخاذ، أية إجراءات ضرورية أو ملائمة بما في ذلك تقديم الأموال والإنشاءات والخدمات والموارد الأخرى، لتمكين الوكالة من الوفاء بالالتزامات التي يتعهد المقترض طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية، بأن تقوم الوكالة بتنفيذها أو بالوفاء بها. ولا يتخذ المقترض، كما لا يأذن باتخاذ أي إجراء من شأنه أن يمنع تنفيذ تلك الالتزامات أو أن يعرقل هذا التنفيذ.



البند 9.3 يتخذ المقرض، أو يعمل على أن يتم إتخاذ، أي إجراء ضروري من جانبه لأجل تنفيذ المشروع، ولا يتخذ كما لا يسمح بإتخاذ أي إجراء من شأنه أن يمنع أو أن يعرقل تنفيذ المشروع أو عملياته أو تنفيذ أي من أحكام هذه الاتفاقية.

البند 10.3 يقوم المقرض بموافاة المصرف أو بالعمل على أن تقوم الوكالة بموافاة المصرف (1) خلال مدة ثلاثين (30) يوماً اعتباراً من نهاية كل ربع سنة من السنة المدنية، بتقارير ربع سنوية عن تنفيذ المشروع تكون مرضية للمصرف من حيث محتواها وتفاصيلها، و(2) بتقرير ختامي مفصل، خلال الستة أشهر التالية لاكتمال المشروع، حول تنفيذ المشروع وأنشطة استغلاله الأولى وتكلفته والفوائد المتولدة والتي ستتولد عنه، وحول تحقيق أهداف



البند 6.3 (أ) بالإضافة إلى أموال القرض، يقدم المقرض أولاً بأول حسبما تقتضي الحاجة، جميع الأموال الأخرى اللازمة لتنفيذ المشروع (بما في ذلك الأموال التي قد تكون لازمة لتغطية أي زيادة في التكلفة التقديرية للمشروع في تاريخ توقيع هذه الاتفاقية)؛ ويجب تقديم جميع هذه الأموال بشروط مرضية للمصرف.

(ب) يتعهد المقرض بأن يدرج بانتظام في موازنته السنوية المبالغ المطلوبة المشار إليها في الفقرة (ب) من ديباجة هذه الاتفاقية لتمويل نصيبه في تكلفة المشروع.

البند 7.3 يعمل المقرض على أن تقوم الوكالة بالتأمين، أو باتخاذ أية تدابير ضرورية للتأمين، على جميع السلع المستوردة الواجب تمويلها بأموال القرض لدى مؤمنين حائزين على الثقة. ويغطي التأمين المشار إليه جميع الأخطار المتعلقة بالحصول على هذه السلع ونقلها وتسليمها حتى مواقع استخدامها أو تركيبها، وذلك مقابل أية مبالغ تتفق والعرف التجاري. ويكون كل تعويض مستحق بموجب التأمين المشار إليه واجب الدفع بعملة قابلة للاستخدام بغير قيود بواسطة المقرض وذلك لاستبدال هذه السلع أو إصلاحها.

البند 8.3 يعمل المقرض على أن تقوم الوكالة (1) بإمسك الدفاتر الضرورية، و ذلك لتعيين السلع الممولة بأموال القرض، ولإثبات استخدامها في إطار المشروع، ولمتابعة تقدم المشروع وتكلفة تنفيذه، وتسجيل العمليات والموارد والنفقات الخاصة بالمشروع وتلك الخاصة بمصالح المقرض وهيئاته المكلفة بتنفيذ المشروع أو أي جزء منه بصفة منتظمة ووفقاً للأسس المحاسبية المتعارف عليها؛ و(2) بإتاحة كل إمكانيات معقولة أو بالعمل على أن تتيح الوكالة هذه الإمكانيات لممثلي المصرف المعتمدين للقيام بزيارات لأغراض تتصل بالقرض، ولتفقد المشروع والسلع وفحص أية مستندات ودفاتر تتعلق به؛ و(3) بتزويد المصرف و بالعمل على أن تزود الوكالة المصرف بأية معلومات قد يطالبها في حدود المعقول تتعلق بالمشروع وتكلفة تنفيذه وبالمصروفات التي تتم من أموال القرض والسلع الممولة بواسطة هذه الأموال وكذلك بأية معلومات تتعلق بعمليات الوكالة ووضعيتها المالية.



مادة (3)**تنفيذ المشروع**

البند 1.3 يتعهد المقترض لضمان حسن سير تنفيذ المشروع، أن تكون الوكالة المسؤولة العام عن تنفيذ المشروع وأن يتم تكليف الإدارة بالإشراف والمتابعة الفنية والمالية للمشروع. ولهذا الغرض سيتم إبرام بروتوكول تعاون مؤسسي بين وزارة الزراعة ووزارة البنية الأساسية تكون مقبولة للممولين.

البند 2.3 (أ) ينفذ المقترض المشروع بواسطة الوكالة و الإدارة بالعناية والفاعلية الواجبتين ووفقاً للأساليب الإدارية والمالية والفنية الملائمة. ويقدم المقترض، أولاً بأول حسب الحاجة، الأموال والإنشاءات والخدمات والموارد الأخرى اللازمة لتنفيذ المشروع.

(ب) يتعهد المقترض بوضع أموال القرض تحت تصرف الوكالة والإدارة ويعمل على أن ينفذ جميع الالتزامات وأن يفيها بجميع الشروط التي يتعهد المقترض، بمقتضى هذه الاتفاقية، بإلزام الوكالة و الإدارة بتنفيذها أو الوفاء بها.

البند 3.3 يتعهد المقترض لأجل متابعة وتنفيذ المشروع بإنشاء الوحدة بالإدارة مكونة من منسق للمشروع مهندس هيدرولوجي أو مختص في المياه مؤهل وذو تجربة مؤكدة في تسيير مشاريع مماثلة ويساعده فريق يتكون من مهندس ممثل للوكالة مؤهل وذو تجربة مؤكدة في تسيير مشاريع مماثلة وكذلك كادر إداري/ مالي و كتابة و سائق. وتكون مؤهلات وخبرة وبنود اختصاص وشروط استخدام منسق المشروع ومعاونيه مرضية للمصرف.

البند 4.3 يوفر المقترض، لأجل تنفيذ المشروع والإشراف عليه أو يعمل على أن توفر الوكالة، خدمات خبراء واستشاريين تكون مؤهلاتهم وخبرتهم وصلاحياتهم وشروط استخدامهم مرضية للمصرف.

البند 5.3 يقدم المقترض إلى المصرف للموافقة، مشروع برنامج تنفيذ المشروع، وكذلك أية تعديلات هامة قد تدخل عليه فيما بعد مع كافة التفاصيل التي قد يطلبها المصرف.



مادة (2) القرض

البند 1.2 يوافق المصرف على إقراض المقترض، بالشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية أو المشار إليها فيها، بمبلغ عشرة ملايين دولار (\$10,000,000).

البند 2.2 يجوز سحب مبلغ القرض من حساب القرض بمقتضى المصروفات التي تم إنفاقها، أو التي سيتم إنفاقها في حالة موافقة المصرف، وذلك لسداد التكلفة المعقولة للسلع والخدمات اللازمة لتنفيذ المشروع والواجب تمويلها من القرض حسبما هي مبينة في الملحق "أ" لهذه الاتفاقية بما في ذلك ما قد يرد على هذا الملحق من تعديلات باتفاق بين المقترض والمصرف.

البند 3.2 يتم الحصول على السلع والخدمات اللازمة لتنفيذ المشروع والممولة من القرض طبقاً لأحكام الملحق "ب" لهذه الاتفاقية ما لم يوافق المصرف على خلاف ذلك.

البند 4.2 يكون تاريخ انتهاء الحق في السحب هو 31 ديسمبر 2022 أو أي تاريخ آخر لاحق يحدده المصرف، ويخطر به المقترض في أقرب الآجال.

البند 5.2 يدفع المقترض فوائد بسعر إثنين في المائة (2%) سنوياً على مبلغ القرض المسحوب وغير المسدد بعد.

البند 6.2 تدفع الفوائد والعمولات المحتملة كل ستة أشهر، وتحدد تواريخ الدفع على أساس اليوم الأول من الشهر الذي يلي أول سحب من حساب القرض.

البند 7.2 يسدد أصل القرض على أربعين (40) قسطاً نصف سنوي حسبما هو مبين بجدول السداد بالملحق "1" لهذه الاتفاقية بعد مضي فترة سماح مدتها خمسة (5) سنوات تبدأ اعتباراً من أول الشهر الذي يلي أول سحب من حساب القرض.



مادة (1)
الشروط العامة - تعريف

البند 1.1 يقبل طرفا هذه الإتفاقية جميع أحكام الشروط العامة لإتفاقيات القروض والضمان الخاصة بالمصرف المرفقة والمؤرخة في 28 أكتوبر 1979، وذلك حسبما هي معدلة في تاريخ هذه الاتفاقية، (المسماة فيما بعد الشروط العامة)، مع الإقرار لها بنفس القوة وذات الآثار التي تكون لها لو كانت قد أدمجت في هذه الاتفاقية.

البند 2.1 يكون للمصطلحات والعبارات المعرفة في الشروط العامة وفي ديباجة هذه الاتفاقية، كلما تمّ استخدامها في هذه الاتفاقية، المعاني الواردة في الشروط العامة وفي الديباجة المشار إليها، وذلك ما لم يقتض السياق تفسيراً آخر. وبالإضافة إلى ذلك، يكون للمصطلحات التالية المعنى المبين قرين كل منها:

- (أ) "وزارة الزراعة" تعني وزارة الزراعة والبيئة للمقترض؛
- (ب) "وزارة البنية الأساسية والتهيئة الترابية و الإسكان" تعني وزارة البنية الأساسية للمقترض؛
- (ج) "الوكالة" تعني الوكالة الوطنية للمياه والصرف الصحي التابعة لوزارة الزراعة وستكون المسؤول العام عن تنفيذ المشروع؛
- (د) "الإدارة" تعني الإدارة العامة للبنية الأساسية التابعة لوزارة البنية الأساسية والتي ستكلف بالمتابعة الفنية والمالية لتنفيذ المشروع؛
- (هـ) "المصالح المستقلة" تعني المصالح المستقلة لتوفير مياه الشرب والصرف الصحي التابعة لمجليات "بورتو نوفو" و "ريبييرا غراند" و "بول" وستتولى مسؤولية إدارة و تشغيل وصيانة المشروع بعد تنفيذه؛
- (و) "الوحدة" تعني وحدة تنفيذ المشروع التي سيتم إنشاؤها في الإدارة.



اتفاقية قرض

اتفاقية قرض بتاريخ... أبريل 2018 بين جمهورية الرأس الأخضر (المسماة فيما بعد المقترض) والمصرف العربي للتنمية الاقتصادية في أفريقيا (المسمى فيما بعد المصرف).

(أ) بما أن المقترض قد طلب من المصرف قرضاً للإسهام في تمويل المشروع الموضح في الملحق "2" لهذه الاتفاقية؛

(ب) وبما أن المقترض سيسهم في تمويل المشروع وسيخصص لهذا الغرض مبلغاً يعادل مليوني دولار تقريباً (\$ 2,000,000)؛

(ج) ونظراً لأن هدف المصرف هو دعم التنمية الاقتصادية للبلاد الأفريقية في إطار من التضامن والمصلحة المتبادلة وبالتالي تقوية الروابط التي تجمع بين الدول الأفريقية والأمة العربية؛

(هـ) ونظراً لأن المصرف مقتنع بأهمية هذا المشروع وفائدته لأجل تنمية اقتصاد المقترض؛

(و) ونظراً لأن المصرف قد وافق، لما تقدم، على منح قرض للمقترض بالشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية.

فقد أتفق طرفا هذه الإتفاقية على ما يلي:

